

VALDĪBAS VĒSTNESIS

Maksa par „Valdības Vēstnesi“:	
ar piesūtišanu	bez piesūtišanas
par: Ls	(sagremot ekspedīcijā) par: Ls
1 gadu 22,—	1 gadu 18,—
1/2 gadu 12,—	1/2 gadu 10,—
3 mēn. 6,—	3 mēn. 5,—
1 „ 2,—	1 „ 1,70
Piesūtot pa pastu un pie atkalpārdevējiem 12	Par atsevišķu numuru 10

Latvijas valdības

Iznāk katru dienu, izņemot

Redakcija:

Rīgā, piļi № 2. Tālrunis 20032
Runas stundas no 11—12



oficiāls laikraksts

svētdienas un svētku dienas

Kantoris un ekspedīcija:

Rīgā, piļi № 1. Tālrunis 20031
Atvērts no pulksten 9—3

Sludinājumu maksa:

a) tiesu sludinājumi līdz 30 viensējīgām rindām	Ls 4,—
par katru tālāku rindīņu	„ 15
b) citu iestāžu sludinājumi par katru viensējīgu rindīņu	„ 20
c) no privātiem par katru viensl. rindīņu (par obligāt. sludin.)	„ 25
d) par dokumentu pazaudēšanu no katras personas	„ 80

Nr. 149

Piektdien, 10. jūlijā 1931. g.

Četrpadsmitais gads

Saeima ir pieņēmusi un Valsts Prezidents izsludina šādu likumu:

Likums par Ženēvas konvenciju par ievainoto un slimo stāvokļa uzlabošanu karājošās armijās.

1929. gada 27. jūlijā Ženēvā parakstītā konvencija par ievainoto un slimo stāvokļa uzlabošanu karājošās armijās ar šo likumu pieņemta un apstiprināta.
- Likums stājas spēkā izsludināšanas dienā. Līdz ar likumu izsludināma I. pantā minētā konvencija un tās tulkojums latviešu valodā.
- Konvencija stājas spēkā tās 33. pantā paredzētā kārtībā.

Likums Saeimā pieņemts 1931. g. 19. jūnijā.

Rīgā, 1931. g. 10. jūlijā.

Valsts Prezidents A. Kviesis.

CONVENTION DE GENÈVE POUR L'AMÉLIORATION DU SORT DES BLESSÉS ET DES MALADES DANS LES ARMÉES EN CAMPAGNE DU 27 JUILLET 1929.

Le Président du Reich Allemand, le Président des États-Unis d'Amérique, le Président Fédéral de la République d'Autriche, Sa Majesté de Roi des Belges, le Président de la République de Bolivie, le Président de la République des États-Unis du Brésil, Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires Britanniques au-delà des Mers, Empereur des Indes, Sa Majesté le Roi des Bulgares, le Président de la République du Chili, le Président de la République de Chine, le Président de la République de Colombie, le Président de la République de Cuba, Sa Majesté le Roi de Danemark et d'Islande, le Président de la République Dominicaine, Sa Majesté le Roi d'Égypte, Sa Majesté le Roi d'Espagne, le Président de la République d'Estonie, le Président de la République de Finlande, le Président de la République Française, le Président la République Hellénique, Son Altesse Sérénissime le Gouverneur de la Hongrie, Sa Majesté le Roi d'Italie, Sa Majesté l'Empereur du Japon, le Président de la République de Lettonie, Son Altesse Royale la Grande-Duchesse de Luxembourg, le Président des États-Unis du Mexique, le Président de la République de Nicaragua, Sa Majesté le Roi de Norvège, Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, Sa Majesté Impériale le Shah de Perse, le Président de la République de Pologne, le Président de la République Portugaise, Sa Majesté le Roi de Roumanie, Sa Majesté le Roi des Serbes, Croates et Slovènes, Sa Majesté le Roi de Siam, Sa Majesté le Roi de Suède, le Conseil Fédéral Suisse, le Président de la République Tchecoslovaque, le Président de la République Turque, le Président de la République Orientale de l'Uruguay, le Président de la République des États-Unis de Vénézuéla,

également animés du désir de diminuer, autant qu'il dépend d'eux les maux inséparables de la guerre et voulant, dans ce but, perfectionner et compléter les dispositions convenues à Genève, le 22 août 1864 et le 6 juillet 1906, pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les armées en campagne,

ont résolu de conclure une nouvelle Convention à cet effet, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND:

S. Exc. M. Edmund Rhombert, Dr. en Droit, Ministre en disponibilité;

LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE:

L'Honorable Eliot Wadsworth, ancien Secrétaire adjoint de la Trésorerie,
S. Exc. l'Honorable Hugh R. Wilson, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire des États-Unis d'Amérique à Berne;

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE:

M. Marc Leitmaier, Dr. en Droit, Conseiller ministériel à la Chancellerie fédérale, Département des Affaires étrangères;

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES:

M. Paul Demolder, Général Major Médecin, Commandant du Service de Santé de la 1^{re} Circonscription militaire,
M. Joseph de Ruelle, Jurisconsulte du Ministère des Affaires étrangères;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE BOLIVIE:

S. Exc. M. Alberto Cortadellas, Ministre-Résident de Bolivie à Berne;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DES ÉTATS-UNIS DU BRÉSIL:

S. Exc. M. Raoul de Rio-Branco, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire du Brésil à Berne;

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES:

POUR LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD, AINSI QUE TOUTE PARTIE DE L'EMPIRE BRITANNIQUE NON MEMBRE SÉPARÉ DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS:

Le Très Honorable Sir Horace Rumbold, G. C. M. G., M.V.O., Ambassadeur de Sa Majesté Britannique à Berlin;

POUR LE DOMINION DU CANADA:

M. Walter Alexandre Riddell, Conseiller permanent du Gouvernement canadien auprès de la Société des Nations;

POUR LE COMMONWEALTH D'AUSTRALIE:

S. Exc. M. Claud Russell, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté Britannique à Berne;

POUR LE DOMINION DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE:

S. Exc. M. Claud Russell, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté Britannique à Berne;

POUR L'UNION DE L'AFRIQUE DU SUD:

M. Eric Hendrik Louw, Haut-Commissaire de l'Union de l'Afrique du Sud à Londres;

POUR L'ÉTAT LIBRE D'IRLANDE:

M. Sean Lester, Représentant de l'Etat Libre d'Irlande auprès de la Société des Nations;

POUR L'INDE:

S. Exc. M. Claud Russell, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté Britannique à Berne;

SA MAJESTÉ LE ROI DES BULGARES:

M. Dimitri Mikoff, Chargé d'Affaires de Bulgarie, à Berne, Représentant permanent du Gouvernement bulgare auprès de la Société des Nations,
M. Stéphane N. Lafchieff, Membre du Conseil d'Administration de la Croix-Rouge bulgare;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE CHILI:

M. Guillermo Novoa-Sepulveda, Colonel, Attaché militaire près la Légation du Chili à Berlin,
M. Dario Pulgar-Arriagada, Capitaine du Service de Santé;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE CHINE:

M. Chi Yung Hsiao, Chargé d'Affaires p. i. de Chine à Berne;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE:

S. Exc. M. Francisco José de Urrutia, Envoyé extraordinaire de Ministre plénipotentiaire de Colombie à Berne;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE CUBA:

S. Exc. M. Carlos de Armenteros y de Cardenas, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Cuba à Berne,
M. Carlos Blanco y Sanchez, Secrétaire de Légation adjoint à la Délégation de Cuba auprès de la Société des Nations;

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE:

POUR LE DANEMARK:

S. Exc. M. Harald de Scavenius, Chambellan, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Danemark en Suisse et aux Pays-Bas, ancien Ministre des Affaires étrangères,
M. Gustave M. Rasmussen, Chargé d'Affaires p. i. de Danemark à Berne;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE:

M. Charles Ackermann, Consul de la République Dominicaine à Genève;

SA MAJESTÉ LE ROI D'ÉGYPTE:

M. Mohammed Abdel Moneim Riad, Avocat au Contentieux de l'Etat, Professeur de Droit international à l'Ecole militaire du Caire,
M. Henri Wassif Simaika, Attaché de la Légation Royale d'Égypte à Rome;

SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE:

S. Exc. M. le Marquis de la Torrejermosa, Envoyé extraordinaire de Ministre plénipotentiaire d'Espagne à Berne;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE:

M. Hans Leesment, Dr. en Médecine, Président de la Croix-Rouge estonienne;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE:

M. A. E. Martola, Lieutenant-Colonel, Attaché militaire près la Légation de Finlande à Paris;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE:

S. Exc. M. Henri Chassain de Marcilly, Ambassadeur de France à Berne,
M. Jean Du Sault, Conseiller de l'Ambassade de France à Berne;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE:

M. Raphaël Raphael, Chargé d'Affaires p. i. de Grèce à Berne,
M. Sophocle Venizelos, Lieutenant-Colonel, Attaché militaire près la Légation de Grèce à Paris;

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE GOUVERNEUR DE LA HONGRIE:

S. Exc. M. Paul de Hevesy, Ministre-Résident, Délégué permanent du Gouvernement Royal auprès de la Société des Nations;

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE:

M. Giovanni Ciralo, Sénateur du Royaume;

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DU JAPON:

S. Exc. M. Isaburo Yoshida, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire du Japon à Berne,
M. Sadamu Shimomura, Lieutenant-Colonel,
M. Seizo Miura, Capitaine de Frégate, Attaché naval près l'Ambassade du Japon à Paris;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE:

S. Exc. M. Charles Duzmans, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Lettonie près S. M. le Roi des Serbes, Croates et Slovènes, Délégué permanent auprès de la Société des Nations.

S. Exc. M. Oskar Voit, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Lettonie en Suisse, en Allemagne, en Hongrie et aux Pays-Bas;

SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE-DUCHESSE DE LUXEMBURG:

M. Charles Vermaire Consul du Grand-Duché à Genève;

LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS DU MEXIQUE:

S. Exc. M. Francisco Castillo Najera, Général Médecin, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire du Mexique à Bruxelles;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE NICARAGUA:

M. Antoine Sottile, Dr. en Droit, Délégué permanent de Nicaragua auprès de la Société des Nations;

SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE:

S. Exc. M. Johannes Irgens, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Norvège à Berne, Rome et Athènes,
M. Jens Christian Meinich, Commandant d'Infanterie, Secrétaire général de la Croix-Rouge norvégienne;

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS:

S. Exc. M. Willem Isaac Doude van Troostwijk, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire des Pays-Bas à Berne,
M. Johan Carl Diehl, Major-Général, Médecin Inspecteur général du Service de Santé de l'Armée, Vice-Président de la Croix-Rouge néerlandaise,
M. Jacob Harberts, Commandant à l'Etat-Major général, Professeur à l'Ecole supérieure de Guerre;

SA MAJESTÉ IMPÉRIALE LE SHAH DE PERSE:

S. Exc. Anouchirevan Khan Sepahbodî, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Perse à Berne;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE:

M. Joseph Gabriel Pracki, Colonel Médecin,
M. W. Jerzy Babecki, Lieutenant-Colonel;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE:

S. Exc. M. Vasco de Quevedo, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Portugal à Berne,
M. Francisco de Calheiros e Menezes, Premier Secrétaire de Légation;

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE:

S. Exc. M. Michel B. Boeresco, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Roumanie à Berne,
M. Eugène Vertejano, Colonel, Officier d'Etat-Major;

SA MAJESTÉ LE ROI DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES:

S. Exc. M. Ilja Choumenkovitch, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes à Berne, Délégué permanent auprès de la Société des Nations;

SA MAJESTÉ LE ROI DE SIAM:

S. A. S. le Prince Varnvaidya, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Siam à Londres;

SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE:

S. Exc. M. Karl Ivan Westman, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Suède à Berne;

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE:

M. Paul Dinichert, Ministre plénipotentiaire, Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique fédéral,
M. Carl Hauser, Colonel des Troupes sanitaires, Médecin-en Chef de l'Armée,
M. Anton Züblin, Colonel d'Infanterie en disponibilité, Avocat,
M. Roger de la Harpe, Lieutenant-Colonel des Troupes sanitaires, Médecin,
M. Dietrich Schindler, Major de la Justice militaire, Professeur de Droit international à l'Université de Zurich;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE:

S. Exc. M. Zdeněk Fierlinger, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Tchécoslovaquie à Berne;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE:

S. Exc. Hassan Bey, Vice-Président de la Grande Assemblée nationale de Turquie, Vice-Président du Croissant-Rouge turc,
S. Exc. Nusret Bey, Président du Conseil d'Etat de la République,
Le professeur Akil Moukhtar Bey, Dr. en Médecine,
Le Dr. Abdulkadir Bey, Lieutenant-Colonel, Médecin militaire, Professeur à l'Ecole d'Application et à l'Hôpital de Gulhane;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ORIENTALE DE L'URUGUAY:

S. Exc. M. Alfredo de Castro, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire d'Uruguay à Berne;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DES ÉTATS-UNIS DE VÉNÉZUÉLA:

S. Exc. M. Caracciolo Parra-Pérez, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Vénézuéla à Rome,
M. Ivan Manuel Hurtado-Machado, Chargé d'Affaires p. i. de Vénézuéla à Berne;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit:

Chapitre Premier.

DES BLESSÉS ET DES MALADES.

Article premier.

Les militaires et les autres personnes officiellement attachées aux armées qui seront blessés ou malades devront être respectés et protégés en toutes circonstances; ils seront traités avec humanité et soignés, sans distinction de nationalité, par le belligérant qui les aura en son pouvoir.

Toutefois, le belligérant, obligé d'abandonner des blessés ou des malades à son adversaire, laissera avec eux, autant que les exigences militaires le permettront, une partie de son personnel et de son matériel sanitaires pour contribuer à les soigner.

Article 2.

Sous réserve des soins à leur fournir en vertu de l'article précédent, les blessés et les malades d'une armée tombés au pouvoir de l'autre belligérant seront prisonniers de guerre et les règles générales du droit des gens concernant les prisonniers leur seront applicables.

Cependant, les belligérants resteront libres de stipuler, en faveur des prisonniers blessés ou malades et au delà des obligations existantes, telles clauses qu'ils jugeront utiles.

Article 3.

Après chaque combat, l'occupant du champ de bataille prendra des mesures pour rechercher les blessés et les morts et pour les protéger contre le pillage et les mauvais traitements.

Toutes les fois que les circonstances le permettront, un armistice local ou une interruption de feu seront convenus pour permettre l'enlèvement des blessés restés entre les lignes.

Article 4.

Les belligérants se feront connaître réciproquement, dans le plus bref délai possible, les noms des blessés, des malades et des morts recueillis ou découverts, ainsi que tous les éléments propres à les identifier.

Ils établiront et se transmettront les actes de décès.

Ils recueilleront et s'enverront également tous les objets d'un usage personnel trouvés sur les champs de bataille ou sur les morts, notamment la moitié de leur plaque d'identité, l'autre moitié devant rester attachée au cadavre.

Ils veilleront à ce que l'inhumation ou l'incinération des morts soit précédée d'un examen attentif et, si possible, médical des corps, en vue de constater la mort, d'établir l'identité et de pouvoir en rendre compte.

Ils veilleront, en outre, à ce qu'ils soient enterrés honorablement, que leurs tombes soient respectées et puissent toujours être retrouvées.

A cet effet et au début des hostilités, ils organiseront officiellement un service des tombes en vue de rendre possible des exhumations éventuelles et d'assurer l'identification des cadavres, quel que soit l'emplacement successif des tombes.

Dès la fin des hostilités, ils échangeront la liste des tombes et celle des morts ensevelis dans leurs cimetières et ailleurs.

Article 5.

L'autorité militaire pourra faire appel au zèle charitable des habitants pour recueillir et soigner, sous son contrôle, des blessés ou des malades des armées, en accordant aux personnes ayant répondu à cet appel une protection spéciale et certaines facilités.

Chapitre II.

DES FORMATIONS ET DES ÉTABLISSEMENTS SANITAIRES.

Article 6.

Les formations sanitaires mobiles, c'est-à-dire celles qui sont destinées à accompagner les armées en campagne, et les établissements fixes du service de santé seront respectés et protégés par les belligérants.

Article 7.

La protection due aux formations et établissements sanitaires cessera si l'on en use pour commettre des actes nuisibles à l'ennemi.

Article 8.

Ne seront pas considérés comme étant de nature à priver une formation ou un établissement sanitaire de la protection assurée par l'article 6:

1) le fait que le personnel de la formation ou de l'établissement est armé et qu'il use de ses armes pour sa propre défense ou celle de ses blessés et de ses malades;

2) le fait qu'à défaut d'infirmiers armés, la formation ou l'établissement est gardé par un piquet ou des sentinelles;

3) le fait qu'il est trouvé dans la formation ou l'établissement des armes portatives et des munitions retirées aux blessés et aux malades et n'ayant pas encore été versées au service compétent;

4) le fait que du personnel et du matériel du service vétérinaire se trouvent dans la formation ou l'établissement, sans en faire partie intégrante.

Chapitre III.

DU PERSONNEL.

Article 9.

Le personnel exclusivement affecté à l'enlèvement, au transport et au traitement des blessés et des malades, ainsi qu'à l'administration des formations et des établissements sanitaires, les aumôniers attachés aux armées, seront respectés et protégés en toutes circonstances. S'ils tombent entre les mains de l'ennemi, ils ne seront pas traités comme prisonniers de guerre.

Les militaires spécialement instruits pour être, le cas échéant, employés comme infirmiers ou brancardiers auxiliaires, à l'enlèvement, au transport et au traitement des blessés et des malades, et munis d'une pièce d'identité, seront au bénéfice du même régime que le personnel sanitaire permanent, s'ils sont capturés pendant qu'ils remplissent ces fonctions.

Article 10.

Est assimilé au personnel visé à l'alinéa 1er de l'article 9 le personnel des sociétés de secours volontaires, dûment reconnues et autorisées par leur Gouvernement qui sera employé aux mêmes fonctions que celles du personnel visé au dit alinéa, sous la réserve que le personnel de ces sociétés sera soumis aux lois et règlements militaires.

Chaque Haute Partie Contractante notifiera à l'autre, soit dès le temps de paix, soit à l'ouverture ou au cours des hostilités, en tout cas avant tout emploi effectif, les noms des sociétés qu'elle aura autorisées à prêter leur concours, sous sa responsabilité, au service sanitaire officiel de ses armées.

Article 11.

Une société reconnue d'un pays neutre ne pourra prêter le concours de son personnel et de ses formations sanitaires à un belligérant qu'avec l'assentiment préalable de son propre Gouvernement et l'autorisation du belligérant lui-même.

Le belligérant qui aura accepté le secours sera tenu, avant tout emploi, d'en faire la notification à l'ennemi.

Article 12.

Les personnes désignées dans les articles 9, 10 et 11 ne pourront être retenues après qu'elles seront tombées au pouvoir de la partie adverse.

Sauf accord contraire, elles seront renvoyées au belligérant dont elles relèvent dès qu'une voie sera ouverte pour leur retour et que les exigences militaires le permettront.

En attendant leur renvoi, elles continueront à remplir leurs fonctions sous la direction de la partie adverse; elles seront de préférence affectées aux soins des blessés et des malades du belligérant dont elles relèvent.

A leur départ, elles emporteront les effets, les instruments, les armes et les moyens de transport qui leur appartiennent.

Article 13.

Les belligérants assureront au personnel visé par les articles 9, 10 et 11, pendant qu'il sera en leur pouvoir, le même entretien, le même logement, les mêmes allocations et la même solde qu'au personnel correspondant de leur armée.

Dès le début des hostilités, ils s'entendront au sujet de la correspondance des grades de leur personnel sanitaire.

Chapitre IV.

DES BÂTIMENTS ET DU MATÉRIEL.

Article 14.

Les formations sanitaires mobiles, quelles qu'elles soient, conserveront, si elles tombent au pouvoir de la partie adverse, leur matériel, leurs moyens de transport et leur personnel conducteur.

Toutefois, l'autorité militaire compétente aura la faculté de s'en servir pour les soins des blessés et des malades; la restitution aura lieu dans les conditions prévues pour le personnel sanitaire et, autant que possible, en même temps.

Article 15.

Les bâtiments et le matériel des établissements sanitaires fixes de l'armée demeureront soumis aux lois de la guerre, mais ne pourront être détournés de leur emploi tant qu'ils seront nécessaires aux blessés et aux malades.

Toutefois, les commandants des troupes d'opérations pourront en disposer, en cas de nécessités militaires urgentes, en assurant au préalable le sort des blessés et des malades qui y sont traités.

Article 16.

Les bâtiments des sociétés de secours admises au bénéfice de la Convention seront considérés comme propriété privée.

Le matériel de ces sociétés, quel que soit le lieu où il pourra se trouver, sera également considéré comme propriété privée.

Le droit de réquisition reconnu aux belligérants par les lois et usages de la guerre ne s'exercera qu'en cas de nécessité urgente et une fois le sort des blessés et des malades assuré.

Chapitre V.

DES TRANSPORTS SANITAIRES.

Article 17.

Les véhicules aménagés pour les évacuations sanitaires circulant isolément ou en convoi seront traités comme les formations sanitaires mobiles, sauf les dispositions spéciales suivantes:

Le belligérant interceptant des véhicules de transport sanitaire, isolés ou en convoi, pourra, si les nécessités militaires l'exigent, les arrêter, disloquer le convoi, en se chargeant, dans tous les cas, des blessés et des malades qu'il contient. Il ne pourra les utiliser que dans le secteur où ils auront été interceptés et exclusivement pour des besoins sanitaires. Ces véhicules, une fois leur mission locale terminée, devront être rendus dans les conditions prévues à l'article 14.

Le personnel militaire préposé au transport et muni à cet effet d'un mandat régulier sera renvoyé dans les conditions prévues à l'article 12 pour le personnel sanitaire, et sous réserve du dernier alinéa de l'article 18.

Tous les moyens de transport spécialement organisés pour les évacuations et le matériel d'aménagement de ces moyens de transport relevant du service de santé seront restitués conformément aux dispositions du chapitre IV.

Les moyens de transport militaires, autres que ceux du service de santé, pourront être capturés, avec leurs attelages.

Le personnel civil et tous les moyens de transport provenant de la réquisition seront soumis aux règles générales du droit des gens.

Article 18.

Les appareils aériens utilisés comme moyens de transport sanitaire jouiront de la protection de la Convention pendant le temps où ils seront exclusivement réservés à l'évacuation des blessés et des malades, au transport du personnel et du matériel sanitaires.

Ils seront peints en blanc et porteront ostensiblement le signe distinctif prévu à l'article 19, à côté des couleurs nationales, sur leurs faces inférieure et supérieure.

Sauf licence spéciale et expresse, le survol de la ligne de feu et de la zone située en avant des grands postes médicaux de triage, ainsi que, d'une manière générale, de tout territoire ennemi ou occupé par l'ennemi sera interdit.

Les appareils sanitaires aériens devront obéir à toute sommation d'atterrir.

En cas d'atterrissage ainsi imposé ou fortuit sur territoire ennemi ou occupé par l'ennemi, les blessés et les malades, de même que le personnel et le matériel sanitaires, y compris l'appareil aérien, demeureront au bénéfice des dispositions de la présente Convention.

Le pilote, les manoeuvres et les opérateurs de télégraphie sans fil (T. S. F.) capturés seront rendus, à la condition qu'ils ne soient plus utilisés, jusqu'à la fin des hostilités, que dans le service sanitaire.

Chapitre VI.

DU SIGNE DISTINCTIF.

Article 19.

Par hommage pour la Suisse, le signe héraldique de la croix rouge sur fond blanc, formé par interversion des couleurs fédérales, est maintenu comme emblème et signe distinctif du service sanitaire des armées.

Toutefois, pour les pays qui emploient déjà, à la place de la croix rouge, le croissant rouge ou le lion et le soleil rouges sur fond blanc comme signe distinctif, ces emblèmes sont également admis dans le sens de la présente Convention.

Article 20.

L'emblème figurera sur les drapeaux, les brassards, ainsi que sur tout le matériel se rattachant au service sanitaire, avec la permission de l'autorité militaire compétente.

Article 21.

Le personnel protégé en vertu des articles 9, alinéa premier, 10 et 11 portera, fixé au bras gauche, un brassard muni du signe distinctif, délivré et timbré par une autorité militaire.

Le personnel visé à l'article 9, alinéas 1 et 2, sera pourvu d'une pièce d'identité consistant, soit en une inscription dans le livret militaire, soit en un document spécial.

Les personnes visées aux articles 10 et 11 qui n'ont pas d'uniforme militaire seront munies par l'autorité militaire compétente d'un certificat d'identité, avec photographie, attestant leur qualité de sanitaire.

Les pièces d'identité devront être uniformes et du même modèle dans chaque armée.

En aucun cas, le personnel sanitaire ne pourra être privé de ses insignes, ni des pièces d'identité qui lui sont propres.

En cas de perte, il aura le droit d'en obtenir des duplicata.

Article 22.

Le drapeau distinctif de la Convention ne pourra être arboré que sur les formations et les établissements sanitaires qu'elle ordonne de respecter et avec le consentement de l'autorité militaire. Dans les établissements fixes, il devra et, dans les formations mobiles, il pourra être accompagné du drapeau national du belligérant dont relève la formation ou l'établissement.

Toutefois, les formations sanitaires tombées au pouvoir de l'ennemi n'arboreront que le drapeau de la Convention, aussi longtemps qu'elles se trouveront dans cette situation.

Les belligérants prendront, en tant que les exigences militaires le permettront, les mesures nécessaires pour rendre nettement visibles aux forces ennemies terrestres, aériennes et maritimes les emblèmes distinctifs signalant les formations et les établissements sanitaires, en vue d'écartier la possibilité de toute action agressive.

Article 23.

Les formations sanitaires des pays neutres qui, dans les conditions prévues par l'article 11, auraient été autorisées à fournir leurs services devront arborer, avec le drapeau de la Convention, le drapeau national du belligérant dont elles relèvent.

Elles auront le droit, tant qu'elles prêteront leurs services à un belligérant, d'arborer également leur drapeau national.

Les dispositions du deuxième alinéa de l'article précédent leur seront applicables.

Article 24.

L'emblème de la croix rouge sur fond blanc et les mots croix rouge ou croix de Genève ne pourront être employés, soit en temps de paix, soit en temps de guerre, que pour protéger ou désigner les formations et les établissements sanitaires, le personnel et le matériel protégés par la Convention.

Il en sera de même, en ce qui concerne les emblèmes visés à l'article 19, alinéa 2, pour les pays qui les emploient.

D'autre part, les sociétés de secours volontaires visées à l'article 10 pourront faire usage, conformément à la législation nationale, de l'emblème distinctif pour leur activité humanitaire en temps de paix.

À titre exceptionnel et avec l'autorisation expresse de l'une des sociétés nationales de la Croix-Rouge (Croissant-Rouge, Lion et Soleil-Rouges), il pourra être fait usage de l'emblème de la Convention, en temps de paix, pour marquer l'emplacement de postes de secours exclusivement réservés à donner des soins gratuits à des blessés ou à des malades.

Chapitre VII.

DE L'APPLICATION ET DE L'EXÉCUTION DE LA CONVENTION.

Article 25.

Les dispositions de la présente Convention seront respectées par les Hautes Parties Contractantes en toutes circonstances.

Au cas où, en temps de guerre, un belligérant ne serait pas partie à la Convention ses dispositions demeureront néanmoins obligatoires entre tous les belligérants qui y participent.

Article 26.

Les commandants en chef des armées belligérantes auront à pourvoir aux détails d'exécution des articles précédents, ainsi qu'aux cas non prévus, d'après les instructions de leurs Gouvernements respectifs et conformément aux principes généraux de la présente Convention.

Article 27.

Les Hautes Parties Contractantes prendront les mesures nécessaires pour instruire leurs troupes, et spécialement le personnel protégé, des dispositions de la présente Convention et pour les porter à la connaissance des populations.

Chapitre VIII.

DE LA RÉPRESSION DES ABUS ET DES INFRACTIONS.

Article 28.

Les Gouvernements des Hautes Parties Contractantes, dont la législation ne serait pas dès à présent suffisante, prendront ou proposeront à leurs législatures les mesures nécessaires pour empêcher en tout temps:

a) l'emploi, par des particuliers ou par des sociétés autres que celles y ayant droit en vertu de la présente Convention, de l'emblème ou de la dénomination de croix rouge ou de croix de Genève, de même que de tout signe et de toute dénomination constituant une imitation, que cet emploi ait lieu dans un but commercial ou dans tout autre but;

b) en raison de l'hommage rendu à la Suisse par l'adoption des couleurs fédérales interverties, l'emploi par des particuliers ou par des sociétés des armoiries de la Confédération Suisse ou de signes constituant une imitation, soit comme marques de fabrique ou de commerce ou comme éléments de ces marques, soit dans un but contraire à la loyauté commerciale, soit dans des conditions susceptibles de blesser le sentiment national suisse.

L'interdiction prévue sous lettre a) de l'emploi des signes ou dénominations constituant une imitation de l'emblème ou de la dénomination de croix rouge ou de croix de Genève, ainsi que l'interdiction prévue sous lettre b) de l'emploi des armoiries de la Confédération Suisse ou de signes constituant une imitation produira son effet à partir de l'époque déterminée par chaque législation et, au plus tard, cinq ans après la mise en vigueur de la présente Convention. Dès cette mise en vigueur, il ne sera plus licite de prendre une marque de fabrique ou de commerce contraire à ces interdictions.

Article 29.

Les Gouvernements des Hautes Parties Contractantes prendront ou proposeront également à leurs législatures, en cas d'insuffisance de leurs lois pénales, les mesures nécessaires pour réprimer, en temps de guerre, tout acte contraire aux dispositions de la présente Convention.

Ils se communiqueront, par l'intermédiaire du Conseil fédéral suisse, les dispositions relatives à cette répression, au plus tard dans les cinq ans à dater de la ratification de la présente Convention.

Article 30.

À la demande d'un belligérant, une enquête devra être ouverte, selon le mode à fixer entre les parties intéressées, au sujet de toute violation alléguée de la Convention; une fois la violation constatée, les belligérants y mettront fin et la réprimeront le plus promptement possible.

DISPOSITIONS FINALES.

Article 31.

La présente Convention, qui portera la date de ce jour, pourra, jusqu'au premier février 1930, être signée au nom de tous les pays représentés à la Conférence qui s'est ouverte à Genève le 1-er juillet 1929, ainsi que des pays non représentés à cette Conférence qui participent aux Conventions de Genève de 1864 ou de 1906.

Article 32.

La présente Convention sera ratifiée aussitôt que possible. Les ratifications seront déposées à Berne. Il sera dressé du dépôt de chaque instrument de ratification un procès-verbal dont une copie, certifiée conforme, sera remise par le Conseil fédéral suisse aux Gouvernements de tous les pays au nom de qui la Convention aura été signée ou l'adhésion notifiée.

Article 33.

La présente Convention entrera en vigueur six mois après que deux instruments de ratification au moins auront été déposés.

Ultérieurement, elle entrera en vigueur pour chaque Haute Partie Contractante six mois après le dépôt de son instrument de ratification.

Article 34.

La présente Convention remplacera les Conventions du 22 août 1864 et du 6 juillet 1906 dans les rapports entre les Hautes Parties Contractantes.

Article 35.

A partir de la date de sa mise en vigueur, la présente Convention sera ouverte aux adhésions données au nom de tout pays au nom duquel cette Convention n'aura pas été signée.

Article 36.

Les adhésions seront notifiées par écrit au Conseil fédéral suisse et produiront leurs effets six mois après la date à laquelle elles lui seront parvenues.

Le Conseil fédéral suisse communiquera les adhésions aux Gouvernements de tous les pays au nom de qui la Convention aura été signée ou l'adhésion notifiée.

Article 37.

L'état de guerre donnera effet immédiat aux ratifications déposées et aux adhésions notifiées par les Puissances belligérantes avant ou après le début des hostilités. La communication des ratifications ou adhésions reçues des Puissances en état de guerre sera faite par le Conseil fédéral suisse par la voie la plus rapide.

Article 38.

Chacune des Hautes Parties Contractantes aura la faculté de dénoncer la présente Convention. La dénonciation ne produira ses effets qu'un an après que la notification en aura été faite par écrit au Conseil fédéral suisse. Celui-ci communiquera cette notification aux Gouvernements de toutes les Hautes Parties Contractantes.

La dénonciation ne vaudra qu'à l'égard de la Haute Partie Contractante qui l'aura notifiée.

En outre, cette dénonciation ne produira pas ses effets au cours d'une guerre dans laquelle serait impliquée la Puissance dénonçante. En ce cas, la présente Convention continuera à produire ses effets, au-delà du délai d'un an, jusqu'à la conclusion de la paix.

Article 39.

Une copie certifiée conforme de la présente Convention sera déposée aux archives de la Société des Nations par les soins du Conseil fédéral suisse. De même, les ratifications, adhésions et dénonciations qui seront notifiées au Conseil fédéral suisse seront communiquées par lui à la Société des Nations.

En foi de quoi les Plénipotentiaires susnommés ont signé la présente Convention.

Fait à Genève, le vingt-sept juillet mil neuf cent vingt-neuf, en un seul exemplaire, qui restera déposé aux archives de la Confédération Suisse et dont des copies, certifiées conformes, seront remises aux Gouvernements de tous les pays invités à la Conférence.

Pour l'Allemagne:

Edmund RHOMBERG

Pour les États-Unis d'Amérique:

Eliot WADSWORTH
Hugh R. WILSON

Pour l'Autriche:

LEITMAIER

Pour la Belgique:

Dr. DEMOLDER
J. de RUELLE

Pour la Bolivie:

A. CORTADELLAS

Pour le Brésil:

Raul do RIO-BRANCO

Pour la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, ainsi que toute Partie de l'Empire Britannique non membre séparé de la Société des Nations:

Je déclare que la signature que j'appose à cette Convention pour la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, ainsi que toute Partie de l'Empire Britannique non membre séparé de la Société des Nations est donnée sous cette réserve que Sa Majesté Britannique entend interpréter l'article 28 de la Convention en ce sens que les mesures législatives visées par cet article pourront prévoir que les particuliers, associations, raisons sociales ou sociétés qui auront employé, avant l'entrée en vigueur de la présente Convention, les armoiries de la Confédération Suisse, ou des signes constituant une imitation des dites armoiries, dans tout but légal, ne devront pas être empêchés de continuer à employer ces armoiries ou signes dans le même but.

Horace RUMBOLD

Pour le Canada:

Je déclare que la signature que j'appose à cette Convention pour le Canada est donnée sous cette réserve que le Gouvernement du Dominion du Canada entend interpréter l'article 28 de la Convention en ce sens que les mesures législatives visées par cet article pourront prévoir que les particuliers, associations, raisons sociales et sociétés qui auront employé, avant l'entrée en vigueur de la présente Convention, les armoiries de la Confédération Suisse, ou des signes constituant une imitation des dites armoiries, dans tout but légal, ne devront pas être empêchés de continuer à employer ces armoiries ou signes dans le même but.

W. A. RIDDELL

Pour l'Australie:

Je déclare que la signature que j'appose à cette Convention pour l'Australie est donnée sous cette réserve que le Gouvernement du Commonwealth d'Australie entend interpréter l'article 28 de la Convention en ce sens que les mesures législatives visées par cet article pourront prévoir que les particuliers, associations, raisons sociales et sociétés qui auront employé, avant l'entrée en vigueur de la présente Convention, les armoiries de la Confédération Suisse, ou des signes constituant une imitation des dites armoiries, dans tout but légal, ne devront pas être empêchés de continuer à employer ces armoiries ou signes dans le même but.

Claud RUSSELL

Pour la Nouvelle-Zélande:

Je déclare que la signature que j'appose à cette Convention pour la Nouvelle-Zélande est donnée sous cette réserve que le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande entend interpréter l'article 28 de la Convention en ce sens que les mesures législatives visées par cet article pourront prévoir que les particuliers, associations, raisons sociales ou sociétés qui auront employé, avant l'entrée en vigueur de la présente Convention, les armoiries de la Confédération Suisse, ou des signes constituant une imitation des dites armoiries, dans tout but légal, ne devront pas être empêchés de continuer à employer ces armoiries ou signes dans le même but.

Claud RUSSELL

Pour l'Afrique du Sud:

Eric H. LOUW

Pour l'État Libre d'Irlande:

Je déclare que la signature que j'appose à cette Convention pour l'État Libre d'Irlande est donnée sous cette réserve qu'il entend interpréter l'article 28 de la Convention en ce sens que les mesures législatives visées par cet article pourront prévoir que les particuliers, associations, raisons sociales ou sociétés qui auront employé, avant l'entrée en vigueur de la présente Convention, les armoiries de la Confédération Suisse, ou des signes constituant une imitation des dites armoiries, dans tout but légal, ne devront pas être empêchés de continuer à employer ces armoiries ou signes dans le même but.

Sean LESTER

Pour l'Inde:

Je déclare que la signature que j'appose à cette Convention pour le Gouvernement de l'Inde est donnée sous cette réserve que le Gouvernement de l'Inde entend interpréter l'article 28 de la Convention en ce sens que les mesures législatives visées par cet article pourront prévoir que les particuliers, associations, raisons sociales ou sociétés qui auront employé, avant l'entrée en vigueur de la présente Convention les armoiries de la Confédération Suisse, ou des signes constituant une imitation des dites armoiries, dans tout but légal, ne devront pas être empêchés de continuer à employer ces armoiries ou signes dans le même but.

Claud RUSSELL

Pour la Bulgarie:

D. MIKOFF
Stephan N. LAFTCHIEFF

Pour le Chili:

Gmo NOVOA
D. PULGAR

Pour la Chine:

C. Y. HSIAO

Pour la Colombie:

Francisco José URRUTIA

Pour Cuba:

Carlos de ARMENTEROS
Carlos BLANCO

Pour le Danemark:

Harald SCAVENIUS
Gustav RASMUSSEN

Pour la République Dominicaine:

Ch. ACKERMANN

Pour l'Égypte:

Mohammed Abdel Moneim RIAD
H. W. M. SIMAIKA

Pour l'Espagne:

Ad Referendum
Mauricio LOPEZ ROBERTS Y TERRY
Marqués de la TORREHERMOSA

Pour l'Estonie:

Dr. LEESMENT

Pour la Finlande:

A. E. MARTOLA

Pour la France:

H. de MARCILLY
J. du SAULT

Pour la Grèce:

R. RAPHAËL
S. VENISELOS

Pour la Hongrie:

Paul de HEVESY

Pour l'Italie:

Giovanni CIRAOLO

Pour le Japon:

Tout en acceptant en principe les dispositions de l'article 28,

le Japon fait des réserves quant à la date de mise en vigueur de l'interdiction prévue sous lettre b du dit article.

Le Japon entend que cette interdiction ne s'applique pas aux armoiries et signes qui auraient été en usage ou enregistrés avant son entrée en vigueur.

Les délégués du Japon signent la présente Convention moyennant les réserves susmentionnées.

Isaburo YOSHIDA
S. SHIMOMURA
S. MIURA

Pour la Lettonie:

Charles DUZMANS
Dr. Oskar VOIT

Pour le Luxembourg:

Ch. G. VERMAIRE

Pour le Mexique:

Fr. CASTILLO NÁJERA

Pour le Nicaragua:

A. SOTTILE

Pour la Norvège:

J. IRGENS
Jens MEINICH

Pour les Pays-Bas:

W. DOUDE VAN TROOSTWIJK
Dr. DIEHL
J. HARBERTS

Pour la Perse:

Anouchirevan SEPAHBODI

Pour la Pologne:

Józef G. PRACKI
W. Jerzy BABECKI

Pour le Portugal:

Vasco de QUEVEDO
F. de CALHEIROS E MENEZES

Pour la Roumanie:

M. B. BOERESCO
Colonel E. VERTEJANO

Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes:

I. CHOUMENKOVITCH

Pour le Siam:

VARNVAIDYA

Pour la Suède:

K. I. WESTMAN

Pour la Suisse:

Paul DINICHERT
HAUSER
ZÜBLIN
De la HARPE
SCHINDLER

Pour la Tchécoslovaquie:

Zd. FIERLINGER

Pour la Turquie:

HASSAN
M. NUSRET
Dr. Akil MOUKHTAR
Dr. ABDULKADIR

Pour l'Uruguay:

Alfredo de CASTRO

Pour le Vénézuéla:

C. FARRA-PÉREZ
I. M. HURTADO-MACHADO

Tulkojums.

Ženēvas 1929. gada 27. jūlija Konvencija par ievainoto un slimo stāvokļa uzlabošanu karpojošās armijās.

Vācu Valsts Prezidents, Amerikas Savienoto Valstu Prezidents, Austrijas Republikas Federālais Prezidents, Viņa Majestāte Beļģiešu Kēniņš, Bolīvijas Republikas Prezidents, Brazīlijas Savienoto Valstu Republikas Prezidents, Viņa Majestāte Lielbritānijā, Īrijas un Britāņu Aizjūras teritoriju Kēniņš, Indijas Keizars, Viņa Majestāte Bulgārijā, Čīles Republikas Prezidents, Ķīnas Republikas Prezidents, Kolumbijas Republikas Prezidents, Kūbas Republikas Prezidents, Viņa Majestāte Dānijas un Īslandes Kēniņš, Dominikāņu Republikas Prezidents, Viņa Majestāte Ēģiptes Kēniņš, Viņa Majestāte Spānijas Kēniņš, Igaunijas Republikas Prezidents, Somijas Republikas Prezidents, Franču Republikas Prezidents, Grieķu Republikas Prezidents, Viņa Gaišā Augstība Ungārijas Reģents, Viņa Majestāte Itālijas Kēniņš, Viņa Majestāte Japānas Keizars, Latvijas Republikas Prezidents, Viņas Kēnišķīgā Augstība Luksemburgas Lielhercogiene, Meksikas Savienoto Valstu Prezidents, Nikaragvas Republikas Prezidents, Viņa Majestāte Norveģijas Kēniņš, Viņa Majestāte Holandes Kēniņiene, Viņa Keizariskā Majestāte Persijas Šachs, Polijas Republikas Prezidents, Portugāļu Republikas Prezidents, Viņa Majestāte Rumānijas Kēniņš, Viņa Majestāte Serbu, Kroatu un Sloveņu Kēniņš, Viņa Majestāte Siamas Kēniņš, Viņa Majestāte Zviedrijas Kēniņš, Šveices Federālā Padome, Čehoslovākijas Republikas Prezidents, Turku Republikas Prezidents, Urugvajā Austrumu Republikas Prezidents, Venecuēlas Savienoto Valstu Republikas Prezidents,

līdzīgi vēlēdamies mazināt, ciktāl tas no viņiem atkarājas, ar karu saistītās ciešanas un gribēdami šim mērķim par labu izveidot un papildināt Ženēvas 1864. gada 22. augusta un 1906. gada 6. jūlija vienošanos noteikumus par ievainoto un slimo stāvokļa uzlabošanu karpojošās armijās,

noņēma šajā nolūkā noslēgt jaunu konvenciju un iecēluši par saviem pilnvarotiem:

VĀCIJAS VALSTS PREZIDENTS:

Viņa Ekselenci Edmund Rhomberg kungu, Dr. jur., ministri ārlietu ministrijas rīcībā;

AMERIKAS SAVIENOTO VALSTU PREZIDENTS:

Godājamo Eliot Wadsworth, bijušo Valsts kases sekretāra palīgu, Viņa Ekselenci godājamo Hugh R. Wilson, Amerikas Savienoto Valstu ārkārtējo sūtni un pilnvaroto ministri Bernē;

AUSTRIJAS REPUBLIKAS FEDERĀLAIS PREZIDENTS:

Marc Leitmaier kungu, Dr. jur., ministrijas padomnieku Ārlietu departamenta federālā kancelejā;

VIŅA MAJESTĀTE BEĻĢIEŠU KĒNIŅŠ:

Paul Demolder kungu, ārstu-ģenerālmajoru, I kara iecirkņa Sanitārās pārvaldes komandieri,
Joseph De Ruelle kungu, Ārlietu ministrijas juriskonsultu;

BOLĪVIJAS REPUBLIKAS PREZIDENTS:

Viņa Ekselenci Alberto Cortadellas kungu, Bolīvijas rezidējošo ministri Bernē;

BRAZĪLIJAS SAVIENOTO VALSTU REPUBLIKAS PREZIDENTS:

Viņa Ekselenci Raoul de Rio-Branco kungu, Brazīlijas ārkārtējo sūtni un pilnvaroto ministri Bernē;

VIŅA MAJESTĀTE LIELBRITĀNIJAS, ĪRIJAS UN BRITĀŅU AIZJŪRAS TERRITORIJU KĒNIŅŠ, INDIJAS KEIZARS:

LIELBRITĀNIJAI un ZIEMEĻU ĪRIJAI, tāpat arī KATRAI BRITĀNIJAS IMPERIJAS DAĻAI, kas nav TĀUTU SAVIENĪBAS atsevišķs loceklis:

Ļoti godājamo Seru Horace Rumbold, G.C.M.G., M.V.O., Viņa Britānijas Majestātes vēstnieku Berlīnē;

KANADAS DOMINIJAI:

Walter Alexander Riddell kungu, Kanadas valdības pastāvīgo padomnieku pie Tautu Savienības;

AUSTRĀLIJAS BRĪVVALSTIJ:

Viņa Ekselenci Claud Russell kungu, Viņa Britānijas Majestātes ārkārtējo sūtni un pilnvaroto ministri Bernē;

JAUNZĒLANDES DOMINIJAI:

Viņa Ekselenci Claud Russell kungu, Viņa Britānijas Majestātes ārkārtējo sūtni un pilnvaroto ministri Bernē;

DIENVIDAFRIKAS SAVIENĪBAI:

Eric Hendrik Louw kungu, Dienvidāfrikas Savienības augsto komisāru Londonā;

ĪRIJAS BRĪVVALSTIJ:

Sean Lester kungu, Īrijas Brīvvalsts pārstāvi pie Tautu Savienības;

INDIJAI:

Viņa Ekselenci Claud Russell kungu, Viņa Britānijas Majestātes ārkārtējo sūtni un pilnvaroto ministri Bernē;

VIŅA MAJESTĀTE BULGARU KĒNIŅŠ:

Dimitri Mikoff kungu, Bulgārijas Chargé d'Affaires Bernē,
Bulgaru valdības pastāvīgo pārstāvi pie Tautu Savienības, Stephane N. Laftchieff kungu, Bulgaru Sarkanā Krusta administrācijas padomes locekli;

ČĪLES REPUBLIKAS PREZIDENTS:

Guillermo Novoa-Sepulveda kungu, pulkvedi, militāro atašeju pie Čīles sūtniecības Berlinē,

Dario Pulgar-Arriagada kungu, Sanitārās pārvaldes kapitanu;

ĶĪNAS REPUBLIKAS PREZIDENTS:

Chi Yung Hsiao kungu, Ķīnas pagaidu Chargé d'Affaires Bernē;

KOLUMBIJAS REPUBLIKAS PREZIDENTS:

Viņa Ekscelenci Francisco José de Urrutia kungu, Kolumbijas ārkārtējo sūtni un pilnvaroto ministri Bernē;

KŪBAS REPUBLIKAS PREZIDENTS:

Viņa Ekscelenci Carlos de Armenteros y de Cardenas kungu, Kūbas ārkārtējo sūtni un pilnvaroto ministri Bernē,

Carlos Blanco y Sanchez kungu, sūtniecības sekretāru, piekomandēto Kūbas delegācijai pie Tautu Savienības;

**VIŅA MAJESTĀTE DĀNIJAS un ĪSLANDES ĶĒNIŅŠ:
DĀNIJAI:**

Viņa Ekscelenci Harald de Scavenius kungu, kambarkungu, Dānijas ārkārtējo sūtni un pilnvaroto ministri Šveicē un Holandē, bijušo ārlietu ministri,

Gustave M. Rasmussen kungu, Dānijas pagaidu Chargé d'Affaires Bernē;

DOMINIKAŅU REPUBLIKAS PREZIDENTS:

Charles Ackermann kungu, Dominikaņu Republikas konsulu Ženēvā;

VIŅA MAJESTĀTE ĒGIPTES ĶĒNIŅŠ:

Moghammed Abdel Moncim Riad kungu, valsts civiltiesas advokātu, starptautisko tiesību profesoru Kairo kara skolā,

Henri Wassif Simaika kungu, Ēģiptes karāliskās sūtniecības Romā atašeju;

VIŅA MAJESTĀTE SPĀNIJAS ĶĒNIŅŠ:

Viņa Ekscelenci Markizu de la Torrehermosa kungu, Spānijas ārkārtējo sūtni un pilnvaroto ministri Bernē;

IGAUNIJAS REPUBLIKAS PREZIDENTS:

Hans Leesment kungu, Dr. med., Igaunijas Sarkanā Krusta priekšsēdētāju;

SOMIJAS REPUBLIKAS PREZIDENTS:

A. E. Martola kungu, pulkvedi-leitnantu, kara atašeju pie Somijas sūtniecības Parīzē;

FRANCIJAS REPUBLIKAS PREZIDENTS:

Viņa Ekselence Henri Chassain de Marcilly kungu, Francijas vēstnieku Bernē,

Jean Du Sault kungu, Francijas vēstniecības Bernē padomnieku;

GRIEKU REPUBLIKAS PREZIDENTS:

Raphael Raphael kungu, Grieķijas pagaidu Chargé d'Affaires Bernē, Sophocle Venizelos kungu, pulkvedi-leitnantu, kara atašeju pie Grieķijas sūtniecības Parīzē;

VIŅA GAIŠĀ AUGSTĪBA UNGĀRIJAS VALDNIĒKS:

Viņa Ekselenci Paul de Hevesky kungu, rezidējošo ministri, Karāliskās valdības pastāvīgo delegātu pie Tautu Savienības;

VIŅA MAJESTĀTE ITĀLIJAS ĶĒNIŅŠ:

Giovanni Ciraoło kungu, karālistes senātoru;

VIŅA MAJESTĀTE JAPĀNAS ĶEIZARS:

Viņa Ekselenci Isaburo Yoshida kungu, Japānas ārkārtējo sūtni un pilnvaroto ministri Bernē,

Sadamu Shimomura kungu, pulkvedi-leitnantu,

Seizo Miura kungu, fregates kapitānu, jūras atašeju pie Japānas vēstniecības Parīzē;

LATVIJAS REPUBLIKAS PREZIDENTS:

Viņa Ekselenci Kārlī Ducmaņa kungu, Latvijas ārkārtējo sūtni un pilnvaroto ministri pie Viņa Majestātes Serbu, Kroātu un Sloveņu Ķēniņa, pastāvīgo delegātu pie Tautu Savienības,

Viņa Ekselenci Oskaru Voita kungu, Latvijas ārkārtējo sūtni un pilnvaroto ministri Šveicē, Vācijā, Ungārijā un Holandē;

VIŅAS ĶĒNIŠĶĪGĀ AUGSTĪBA LUKSEMBURGAS LIELHERCOGIENE:

Charles Vermaire kungu, Lielhercogistes konsulu Ženēvā;

MEKSIKAS SAVIENOTO VALSTU PREZIDENTS:

Viņa Ekselenci Francisco Castillo Najera kungu, ārstu-ģenerāli, Meksikas ārkārtējo sūtni un pilnvaroto ministri Briselē;

NIKARAGVAS REPUBLIKAS PREZIDENTS:

Antoine Sottile kungu, Dr. jur., Nikaragvas pastāvīgo delegātu pie Tautu Savienības;

VIŅA MAJESTĀTE NORVĒGIJAS ĶĒNIŅŠ:

Viņa Ekselenci Johannes Irgens kungu, Norveģijas ārkārtējo sūtni un pilnvaroto ministri Bernē, Romā un Atenās,

Jens Christian Meinich kungu, infanterijas komandieri, Norveģijas Sarkanā Krusta ģenerālsekretāru;

Viņa Ekselenci Willem Isaac Doude van Troostwijk kungu, Holandes ārkārtējo sūtni un pilnvaroto ministri Bernē, Johan Carl Diehl kungu, ģenerālmajoru, Armijas sanitārās pārvaldes ārstu-galveno inspektoru, Holandes Sarkanā Krusta viceprezidentu,

Jacob Harberts kungu, komandieri galvenā štābā, profesoru Kara augstskolā;

VIŅA ĶEIZARISKĀ MAJESTĀTE PERSIJAS ŠACHS:

Viņa Ekselenci Anouchirevan Khan Sepahbodi kungu, Persijas ārkārtējo sūtni un pilnvaroto ministri Bernē;

POLIJAS REPUBLIKAS PREZIDENTS:

Joseph Gabriel Pracki kungu, ārstu-pulkvedi,

W. Jerzy Babecki kungu, pulkvedi-leitnantu;

PORTUGAĻU REPUBLIKAS PREZIDENTS:

Viņa Ekselenci Vasco De Quevedo kungu, Portugales ārkārtējo sūtni un pilnvaroto ministri Bernē,

Francisco De Calheiros e Menezes kungu, sūtniecības pirmo sekretāru;

VIŅA MAJESTĀTE RUMANIJAS ĶĒNIŅŠ:

Viņa Ekselenci Michel B. Boeresko kungu, Rumānijas ārkārtējo sūtni un pilnvaroto ministri Bernē,

Eugène Vertejano kungu, pulkvedi, štāba virsnieku;

VIŅA MAJESTĀTE SERBU, KROĀTU UN SLOVEŅU ĶĒNIŅŠ:

Viņa Ekselenci Ilija Choumenkovitch kungu, Serbu, Kroātu un Sloveņu Karālistes ārkārtējo sūtni un pilnvaroto ministri Bernē, pastāvīgo delegātu pie Tautu Savienības

VIŅA MAJESTĀTE SIAMAS ĶĒNIŅŠ:

Viņa Gaišo Augstību princī Varnvaidya, Siamas ārkārtējo sūtni un pilnvaroto ministri Londonā;

VIŅA MAJESTĀTE ZVIEDRIJAS ĶĒNIŅŠ:

Viņa Ekselenci Karl Ivan Westman kungu, Zviedrijas ārkārtējo sūtni un pilnvaroto ministri Bernē;

ŠVEICES FEDERĀLĀ PADOME:

Paul Dinichert kungu, pilnvaroto ministri, Federālā politiskā departamenta Ārlietu nodaļas vadītāju,

Carl Hauser kungu, Sanitāro daļu pulkvedi, galveno armijas ārstu,

Anton Züblin kungu, kājnieku pulku pulkvedi armijas rīcībā, advokātu,

Roger de la Harpe kungu, Sanitāro daļu pulkvedi-leitnantu, ārstu,

Dietrich Schindler kungu, Kara tiesas majoru, starptautisko tiesību profesoru Cīrihes universitātē;

ČECHOSLOVAĶIJAS REPUBLIKAS PREZIDENTS:

Viņa Ekselenci Zdenek Fierlinger kungu, Čekoslovāķijas ārkārtējo sūtni un pilnvaroto ministri Bernē;

TURKU REPUBLIKAS PREZIDENTS:

Viņa Ekselenci Hassan Bey, Turcijas tautas Lielās Asamblejas viceprezidentu, Turcijas Sarkanā Pūsmēneša viceprezidentu,

Viņa Ekselenci Nusret Bey, Republikas Valsts Padomes prezidentu,

Profesoru Akil Moukhtar Bey, Dr. med.,

Dr. Abdulkadir Bey, pulkvedi-leitnantu, kara ārstu, profesoru praktiskā skolā un Gulhanes hospitālī;

URUGVAJAS AUSTRUMU REPUBLIKAS PREZIDENTS:

Viņa Ekselenci Alfredo de Castro kungu, Urugvajes ārkārtējo sūtni un pilnvaroto ministri Bernē;

VENECUELAS SAVIENOTO VALSTU REPUBLIKAS PREZIDENTS:

Viņa Ekselenci Caracciolo Parra-Perez kungu, Venecuēlas ārkārtējo sūtni un pilnvaroto ministri Romā,

Ivan Manuel Hurtado-Machado kungu, Venecuēlas pagaidu Chargé d'Affaires Bernē; kuŗi, savstarpēji uzrādījuši savas pilnvaras, kas atrastas labā un pienācīgā kārtībā, vienojušies par sekojošo:

I nodaļa.

IEVAINOTIE UN SLIMIE.

1. pants.

Ievainotie un slimie karavīri un citas personas, kas oficiāli saistītas armijās, respektējami un sargājami visos apstākļos; kara vedējam, kuŗa varā viņi nokļuvuši, jāapietas ar viņiem cilvēcīgi un viņi jākopj bez tautību izšķirības.

Tomēr kara vedējam, kas spiests atstāt ievainotos un slimos pretinieka rokās, jāatstāj pie viņiem, ciktāl militārās prasības to atļauj, daļa no sava sanitārā personāla un materiāla, lai palīdzētu viņus kopt.

2. pants.

Ievainotie un slimie, kas krituši otra kara vedēja rokās, ir kara gūstekņi, un, bez gādības, kas viņiem pienākas saskaņā ar iepriekšējo pantu, viņiem jāpiemēro publisko starptautisko tiesību vispārējie noteikumi par gūstekņiem.

Tomēr kara vedēji var piemērot par labu ievainotiem un slimiem gūstekņiem, bez pastāvīgam saistībām, arī jebkādas noteikumus, ko viņi uzskata par noderīgiem.

3. pants.

Kaujas lauka ieņēmējam pēc katras kaujas jāspēr soļi ievainoto un kritušo uzmeklēšanai, lai pasargātu viņus no aplaupīšanas un no ļaunprātībām.

Katru reizi, kad apstākļi to atļauj, noslēdzams vietējs pamiers vai uguns pārtraukums, lai būtu iespējams novākt ievainotos, kas palikuši starp kaujas līnijām.

4. pants.

Kara vedējiem, pēc iespējas visdrīzākā laikā, savstarpēji jāpaziņo uzvākto vai atrasto ievainoto, slimo un kritušo vārdi, kā arī visas ziņas viņu personības noteikšanai.

Kara vedēji izgatavo un piesūta viens otram miršanas apliecības.

Tāpat arī viņi savāc un piesūta viens otram visus personīgos priekšmetus, ko viņi atraduši kaujas laukā vai pie kritušiem un sevišķi pusi no to personības plāksnītes, kuŗas otrai pusei jāpaliek pie liķa.

Viņiem jāraugās, ka pirms kritušo apglabāšanas vai sadedzināšanas liķus pamatīgi un, ja iespējams, medicīniski izmeklētu, ar nolūku konstatēt nāvi, noskaidrot personību un par to paziņot.

Bez tam kara vedējiem jāpūpējas, lai kritušos ar godu apglabātu, lai ar viņu kapjiem apietos cienīgi, un lai tos arvien varētu atrast.

Šajā nolūkā kara darbības-sākumā kara vedējiem oficiāli jānoorganizē kapu kopšana, lai varētu izdarīt varbūtēju liķu izrakšanu un lai būtu iespējams noteikt liķu identitāti, neatkarīgi no tam, kur beidzot atrodas kaps.

Tūlīņ pēc kara darbības nobeigšanas kara vedēji apmainās kapu sarakstiem, kā arī sarakstiem par mirušiem, kas apglabāti viņu kapsētās vai citur.

5. pants.

Militārā vadība var griezties ar uzsaukumu pie iedzīvotājiem un viņu zēlsirdības, lai uzvāktu un viņas uzraudzībā koptu armiju ievainotos un slimos, piešķirot tām personām, kas atsaukušās uz šo uzsaukumu, sevišķu aizsardzību un zināmus atvieglojumus.

II nodaļa.

SANITĀRĀS NODAĻAS UN IESTĀDES.

6. pants.

Kara vedējiem jārespektē un jāapsargā pārvietojamās sanitārās nodaļas, kas pavada armijas kaujas laukā, kā arī nepārvietojamās sanitārās iestādes.

7. pants.

Sanitārām nodaļām un iestādēm piešķiramā aizsardzība pārtraucama, tiklīdz viņas izlieto ienaidniekam kaitīgas darbības izvešanai.

8. pants.

Nav uzskatāmi par tādiem, kas atņem sanitārai nodaļai vai iestādei 6. pantā paredzēto aizsardzību, sekojošie gadījumi:

1) kad nodaļas vai iestādes personāls ir apbruņots un lieto savus ieročus sevī vai savu ievainoto un slimo aizsargāšanai;

2) kad apbruņotu sanitāru trūkuma dēļ nodaļu vai iestādi apsargā pikets vai sardze;

3) kad nodaļā vai iestādē atrod ievainotiem un slimiem atņemtus nesājamus ieročus un municiju, kas vēl nav nodoti piekritīgai pārvaldei;

4) kad veterinārās pārvaldes personāls un materiāls atrodas nodaļā vai iestādē, nepiederot pie viņu sastāva.

III nodaļa.

PERSONĀLS.

9. pants.

Personāls, kuŗa vienīgais uzdevums ir ievainoto un slimo uzvākšana, pārvietošana un kopšana, kā arī sanitāro nodaļu un iestāžu pārvaldīšana, un arī armijām piekomandētie garīdznieki visos apstākļos respektējami un aizsargājami. Ja viņi krit ienaidnieka rokās, tad ar viņiem nevar apieties kā ar kara gūstekņiem.

Karavīriem, kas speciāli apmācīti, lai vajadzības gadījumā darbotos kā papildu sanitāri vai nestuvju nesēji ievainoto un slimo uzvākšanai un pārvietošanai, un kam ir attiecīgā apliecība, ja viņi krit gūstā šo pienākumu izpildīšanas laikā, piemērojams tas pats režīms kā pastāvīgam sanitāram personālam.

10. pants.

9. panta 1. rindkopā minētam personālam pielīdzināms to brīvprātīgo biedrību personāls, kuŗas viņu valdība pienācīgā kārtā atzinusi un pilnvarojusi, ja šo personālu lieto tam pašam darbam kā minētā rindkopā norādīto personālu, ar nosacījumu, ka šo biedrību personālam jābūt padotam militāriem likumiem un reglamentiem.

Katra Augstā līdzēja puse notificē pārējām pusēm, vai nu jau miera laikā, vai kara darbības sākumā, vai arī kara laikā, bet katrā ziņā pirms minēto biedrību stāšanās darbā, to biedrību vārdus, kam viņa uz savu atbildību atļāvusi sniegt palīdzību oficiālai armijas sanitārai pārvaldei.

11. pants.

Neitrālas valsts atzīta biedrība var sūtīt kara vedējam palīgā savu sanitāro personālu un savas sanitārās nodaļas tikai ar savas valdības iepriekšēju piekrišanu un ar paša kara vedēja atļauju.

Kara vedējam, kas pieņēmis palīdzību, jāpaziņo par to pretiniekam, iekam šiem palīgiem ļauj darboties.

12. pants.

9. 10. un 11. pantā minētās personas nevar aizturēt, ja tās kritušas pretējās puses rokās.

Izņemot gadījumu, kad pastāv pretēja vienošanās, minētās personas nosūtāmas atpakaļ kara vedējam, pie kuŗa viņas pieder, tiklīdz atbrivojas ceļš, lai viņas varētu atgriezties, un tiklīdz militārie apstākļi to atļauj.

Gaidot atgriešanos, šim personām jāpilda savi pienākumi pretējās puses uzraudzībā; visvēlamāki viņām uzdot tā kara vedēja ievainoto un slimo kopšanu, pie kuŗa viņas pieder.

Atgriežoties viņas ņem līdzi viņām piederošos priekšmetus, instrumentus, ieročus un satiksmes līdzekļus.

13. pants.

Kara vedēji nodrošina 9., 10. un 11. pantā minētam personālam, pa to laiku, kamēr tas atrodas viņu varā, to pašu uzturu, dzīvokli, pabalstu un atalgojumu, kā savas armijas attiecīgām personālam.

Jau kara darbības sākumā kara vedēji vienojas par sava sanitārā personāla attiecīgo dienesta pakāpju pielīdzināšanu.

IV nodaļa.

ĒKAS UN MATERIĀLS.

14. pants.

Visāda veida pārvietojamās sanitārās nodaļas patur, ja tās krit pretējās puses rokās, savu materiālu, transporta līdzekļus un šo līdzekļu pārvadātāju personālu.

Tomēr piekritīgai militārai iestādei ir tiesība minētās nodaļas lietot ievainoto un slimo apkopšanai; atpakaļnodošana notiek tādā pašā kārtībā, kāda paredzēta attiecībā uz sanitāro personālu un, ja iespējams, arī tajā pašā laikā.

15. pants.

Armijas nepārvietojamo sanitāro iestāžu ēkas un materiāls padoti kara likumiem, bet tos nevar izlietot citām vajadzībām, kamēr tie vajadzīgi ievainotiem un slimiem.

Tomēr karojošo armiju daļu priekšnieki var ar tiem brīvi rīkoties, ja to prasa steidzamas militārās vajadzības, nodrošinot iepriekš tanis kopto ievainoto un slimo likteni.

16. pants.

Palīdzības biedrību ēkas, kam piemērojama šī konvencija, uzskatāmas par privātu īpašumu.

Šo biedrību materiāli, lai tie atrastos kur atlasdamies, uzskatāmi par privātīpašumu.

Rekvizīcijas tiesības, ko kara vedējiem piešķir kara likumi un parašas, izlietojamas tikai steidzamas vajadzības gadījumā un pēc tam, kad ievainoto un slimo liktenis nodrošināts.

V nodaļa.

SANITĀRIE TRANSPORTI.

17. pants.

Uz pārvadāšanas līdzekļiem, kas speciāli iekārtoti sanitārās evakuācijas vajadzībām un brauc atsevišķi vai grupās, attiecināmi tie paši noteikumi kā uz pārvietojamām sanitārām nodaļām, izņemot sekojošos īpašos noteikumus:

Kara vedējs, kas aptur sanitārā transporta līdzekļus, kuŗi brauc atsevišķi vai grupās, var tos aizturēt, ja militārās vajadzības to prasa, vai izjaukt grupu, pārņemot visos gadījumos savā ziņā pārvadājamās ievainotos un slimos. Minētos transporta līdzekļus var lietot vienīgi tajā sektorā, kur tie aizturēti, un arī tikai sanitārām vajadzībām. Šie līdzekļi, kad ar to palīdzību apmierinātas visas vietējās vajadzības, atdodami atpakaļ 14. pantā paredzētā kārtībā.

Sanitārām transportam piekomandētais militārais personāls, kas uzrāda šajā nolūkā izsniegtu pienācīgu apliecību, nosūtāms atpakaļ 12. pantā attiecībā uz sanitāro personālu paredzētā kārtībā, nepārkāpjot 18. panta 6. rindkopas noteikumus.

Visi sanitārās pārvaldes rīcībā esošie transporta līdzekļi, kas speciāli iekārtoti evakuācijas vajadzībām, un šo transporta līdzekļu papildu materiāli nododami atpakaļ saskaņā ar IV nodaļas noteikumiem.

Militārās transporta līdzekļus, kas nav paredzēti sanitārām vajadzībām, var līdz ar pajūgiem saņemt gūstā.

Ar civilo personālu un visiem rekvizīcijas ceļā iegūtiem transporta līdzekļiem jārikojas pēc vispārējām starptautisko tiesību normām.

18. pants.

Gaiskuģniecības aparāti, ko lieto kā sanitārā transporta līdzekļus, bauda šās konvencijas aizsardzību pa to laiku, kad tos lieto vienīgi ievainoto un slimo aizvākšanai un sanitārā personāla un materiālu pārvadāšanai.

Tie nokrāsojami baltā krāsā un uz tiem apakšpusē un virspusē skaidri redzamā vietā, blakus nacionālām krāsām, jābūt 19. pantā paredzētai atšķirības zīmei.

Izņemot gadījumu, kad iegūta sevišķa nepārprotama atļauja, ir aizliegts pārlidot kaujas līniju, kā arī apgabalu, kas atrodas lielo medicīnisko šķirošanas punktu priekšā, un arī vispār visu ienaidnieka paša vai viņa ieņemto teritoriju.

Sanitāriem gaiskuģniecības aparātiem jāpaklausa katram uzaicinājumam no laisties.

Šādas piespiestas vai arī nejaušas nolaišanās gadījumā ienaidnieka paša vai viņa ieņemtā teritorijā esošiem ievainotiem un slimiem, kā arī sanitāram personālam un materiāliem, ieskaitot gaiskuģniecības aparātu, piemērojami šās konvencijas noteikumi.

Sagūstītie lidotāji un to palīgi, kā arī bezdrāts tēlegrafa (T. S. F.) tēlegrafisti izdodami atpakaļ ar nosacījumu, ka līdz kara darbības beigām tos lieto tikai sanitārā dienestā.

VI nodaļa.

ATŠKIRĪBAS ZĪME:

19. pants.

Šveicei par godu kā armiju sanitāro pārvalžu atšķirības zīme un emblēma pataranta heraldiskā zīme — sarkans krusts uz balta pamata, kas izveidota pārmainot federālās krāsas.

Tomēr tām valstīm, kas jau tagad kā atšķirības zīmi sarkanā krusta vietā lieto sarkano pusmēnesi vai sarkano lauvas un sauli uz balta pamata, šis emblēmas tāpat pielaižamas šās konvencijas nozīmē.

20. pants.

Atšķirības zīme lietojama ar piekritīgās militārās iestādes atļauju, uz karogiem, rokās apsaitēm, kā arī uz visiem sanitārā dienesta materiāliem.

21. pants.

Personāls, kas bauda aizsardzību saskaņā ar 9. panta 1. rindkopu un 10. un 11. pantu, valkā uz kreisās rokas apsaiti ar kādas militārās iestādes izsniegtu un apzīmogotu atšķirības zīmi.

9. panta 1. un 2. rindkopā minētam personālam jābūt apgādātam ar personības apliecību, kā ierakstu karavīra grāmatīņā, vai arī kā sevišķu dokumentu.

Piekritīgai militārai iestādei jāizsniedz 10. un 11. pantā minētam personām, kam nav militārā ietērpā, personas apliecības ar fotogrāfiju, kas apstiprina, ka viņas ir sanitāri. Personas apliecībām katrā armijā jābūt vienādām un pēc viena parauga.

Nekādā gadījumā sanitāram personālam nevar atņemt atšķirības zīmes un personas dokumentus.

Nozaudēšanas gadījumā personālam ir tiesība saņemt duplikātus.

22. pants.

Karogu ar konvencijā paredzēto atšķirības zīmi var uzvilkt ar militārās vadības piekrišanu tikai uz sanitārām nodaļām un iestādēm, kas bauda konvencijas aizsardzību. Nepārvietojamās sanitārās iestādēs tam blakus jāizkaŗ tā kara vedēja nacionālais karogs, pie kuŗa nodaļa vai iestāde pieder, bet pārvietojamās sanitārās iestādēs šo karogu var izkārt.

Tomēr ienaidnieka rokās kritušās sanitārās nodaļas uzvelk vienīgi konvencijā paredzēto atšķirības karogu pa to laiku, kamēr tās šajā stāvoklī atrodas.

Ciktāl militārās prasības atļauj, kara vedēji, ar nolūku novērst jebkāda uzbrukuma iespēju, spēŗ visus vajadzīgos soļus, lai ienaidnieka zemes, gaisa un ūdens spēķi skaidri saredzētu atšķirības zīmes, kas norāda uz sanitārām iestādēm un nodaļām.

23. pants.

Neitrālo zemju sanitārām nodaļām, kam atļauts sniegt savus pakalpojumus 11. pantā paredzētā kārtībā, līdz ar konvencijā paredzēto atšķirības karogu jāuzvelk tā kara vedēja karogs, pie kuŗa viņas pieder.

Kamēr minētās nodaļas sniedz palīdzību kādam kara vedējam, viņām ir tiesība uzvilkt arī savu nacionālo karogu.

Viņām piemērojami iepriekšējā panta otrās rindkopas noteikumi.

24. pants.

Atšķirības zīmi — sarkano krustu uz balta pamata, kā arī vārdus sarkanais krusts vai Ženevas krusts, var lietot kā miera, tā kara laikā, tikai lai aizsargātu vai apzīmētu sanitārās nodaļas un iestādes, personālu un materiālus, ko paredz šī konvencija.

Tas pats attiecas arī uz 19. panta 2. rindkopā minētām atšķirības zīmēm tanis valstīs, kur tās lieto.

Bez tam 10. pantā minētās brīvprātīgās palīdzības biedrības, saskaņā ar savas valsts likumiem, miera laikā var lietot atšķirības zīmi savas humānītārās darbības nolūkiem.

Izņēmuma veidā un ar nacionālo Sarkanā Krusta (Sarkanā Pusmēneša, Sarkanās Lauvas un Saules) biedrību sevišķu atļauju, konvencijā paredzēto atšķirības zīmi var lietot to palīdzības punktu vietas norādīšanai, kuŗi nodarbojas vienīgi ar bezmaksas palīdzības sniegšanu ievainotiem un slimiem.

VII nodaļa.

KONVENCIJAS PIEMĒROŠANA UN IZPILDĪŠANA.

25. pants.

Augstām līdzējām pusēm jāievēro šās konvencijas noteikumi visos apstākļos. Ja kara laikā kāds no kara vedējiem nebūtu saistīts ar šo konvenciju, tās noteikumi tomēr paliek saistoši visiem kara vedējiem, kas konvencijā piedalās.

26. pants.

Karojošo armiju komandieriem jā rūpējas par iepriekšējo pantu izpildīšanu visos sīkumos, kā arī neparedzētos gadījumos, saskaņā ar savu attiecīgo valdību instrukcijām un piemērojoties šās konvencijas vispārējiem principiem.

27. pants.

Augstām līdzējām pusēm jāspēŗ vajadzīgie soļi, lai iepazīstinātu savas armijas un it sevišķi aizsardzībā stāvošo personālu, kā arī savus iedzīvotājus, ar šās konvencijas noteikumiem.

VIII nodaļa.

LAUNPRĀTĪBU UN PĀRKĀPUMU SODĪŠANA.

28. pants.

To Augsto līdzēju pusu valdībām, kuŗu pastāvošie likumi nebūtu pietiekoši, jāspēŗ vajadzīgie soļi vai jāliek savām likumdevējām iestādēm priekšā spert tādus soļus, lai aizliegtu jebkuŗu laikā:

a) atsevišķām personām vai biedrībām, kam nav uz to tiesības saskaņā ar šo konvenciju, lietot sarkanā krusta vai Ženevas krusta zīmi vai nosaukumu, kā arī jebkuŗu pakaltaisitu zīmi un nosaukumu, vienalga, vai tos lietotu tirdznieciskos vai citos nolūkos;

b) atsevišķām personām vai biedrībām — sakarā ar godu, kas parādīts Šveicei, pieņemot pārmainītās federālās krāsas, — lietot Šveices konfederācijas ģerboni vai ģerbonim pakaltaisitas zīmes, vai nu kā fabrikas vai tirdzniecības nozīmes, vai kā šo nozīmju daļas, vienalga, vai tas notiktu negodīgas tirdzniecības nolūkā, vai arī tādus apstākļos, kas var aizskart šveiciešu nacionālās jūtas.

Augšējā a punktā paredzētais aizliegums lietot zīmes vai nosaukumus, kas ir sarkanā krusta vai Ženevas krusta zīmes vai nosaukuma pakaltaisījumi, kā arī punktā b paredzētais aizliegums lietot Šveices konfederācijas ģerboni vai pakaltaisitas zīmes stājas spēkā, skaitot no dienas, kuŗu katra valsts noteic, un ne vēlāk kā piecus gadus pēc šās konvencijas spēkā stāšanās. Pēc minētās spēkā stāšanās vairs nevarēs likumīgi izņemt kādu fabrikas vai tirdzniecības nozīmi pretēji šiem aizliegumiem.

29. pants.

Augsto līdzēju pusu valdībām jāspēŗ vajadzīgie soļi vai jāliek savām likumdevējām iestādēm priekšā spert tādus soļus, lai, savu sodu likumu nepilnības gadījumā, sodītu kara laikā jebkuŗu šās konvencijas noteikumiem pretēju darbību.

Ar Šveices federālās padomes starpniecību Augstajām līdzējām pusēm, vēlākais piecus gadus pēc šās konvencijas ratificēšanas, savstarpēji jāpaziņo visi noteikumi attiecībā uz šo sodīšanu.

30. pants.

Kad kāds kara vedējs to lūdz, tad uzskatāma izmeklēšana, saskaņā ar abu ieinteresēto pusu noteicamu kārtību, par jebkuŗu šās konvencijas noteikumu šķietamu pārkāpšanu; ja konvencijas noteikumu pārkāpšana konstatēta, tad kara vedējiem tā jānovēŗ un jāsoda cik drīz vien iespējams.

BEIGU NOTEIKUMI.

31. pants.

Šo konvenciju, kuŗai liekams šās dienas datums, var parakstīt līdz 1930. gada 1. februārim visu to valstu vārdā, kuŗas bija reprezentētas konferencē, kas sanāca Ženevā 1929. gada 1. jūlijā, kā arī visu to valstu vārdā, kuŗas nebija reprezentētas šajā konferencē, bet kuŗas piedalījās 1864. vai 1906. gada Ženevas konvencijās.

32. pants.

Šī konvencija ratificējama cik drīz vien iespējams. Ratifikācijas dokumenti deponējami Bernē.

Par katru ratifikācijas dokumenta deponēšanu sastādāms protokols, kuŗa apliecinātu norakstu Šveices federālā padome nodos visu to valstu valdībām, kuŗu vārdā šī konvencija parakstīta, vai kuŗas tai pievienojušās.

33. pants.

Šī konvencija stājas spēkā sešus mēnešus pēc tam, kad būs deponēti vismaz divi ratifikācijas dokumenti.

Vēlāk tā stājas spēkā attiecībā uz katru Augsto līdzēju pusi sešus mēnešus pēc tās ratifikācijas dokumentu deponēšanas.

34. pants.

Šī konvencija Augsto līdzēju pusu savstarpējās attiecībās atvieto 1864. gada 22. augusta un 1906. gada 6. jūlija konvencijas.

35. pants.

Sākot ar spēkā stāšanās dienu šai konvencijai var pievienoties visas valstis, kuŗu vārdā tā vēl nebūtu parakstīta.

36. pants.

Katra pievienošanās notificējama rakstiski Šveices federālajai padomei un stājas spēkā sešus mēnešus pēc tās dienas, kad Šveices federālā padome saņēmusi pievienošanās rakstu.

Šveices federālā padome paziņos par pievienošanos visu to zemju valdībām, kas šo konvenciju parakstījušās vai kas tai pievienojušās.

37. pants.

Kaŗa stāvokļa gadījumā kaŗa vedēju valstu deponētās ratifikācijas un notificētās pievienošanās stāties tūlīn spēkā vai nu pirms vai pēc kaŗa darbības uzsākšanas. Kaŗa stāvoklī esošo valstu ratifikāciju vai pievienošanās rakstu saņemšanu Šveices federālā padome paziņos pēc iespējas ātri.

38. pants.

Katrai Augstai līdzējai pusei ir tiesība uzteikt šo konvenciju. Uzteikšana stāties spēkā gadu pēc tam, kad Šveices federālā padome būs saņēmusi attiecīgu rakstisku paziņojumu. Pēdējā paziņos uzteikšanu visām Augstām līdzējām pusēm.

Uzteikšana attiecas tikai uz to Augsto līdzēju pusi, kas to izdara.

Bez tam šī uzteikšana nestājas spēkā kaŗa laikā, ja uzteicēja valsts piedalās kaŗā. Šajā gadījumā šī konvencija paliek spēkā ilgāk par minēto gada termiņu, līdz miera noslēgšanai.

39. pants.

Šveices federālajai padomei jā rūpējas, lai vienu šās konvencijas apliecinātu norakstu deponētu Tautu Savienības sekretariāta arhīvā. Tāpat Šveices federālajai padomei jā paziņo Tautu Savienībai ratifikācijas, pievienošanās un uzteikšanas rakstus, ko tai piesūta.

So apliecinot, augšminētie pilnvarotie parakstīja šo konvenciju.

Izgatavota Ženevā, tūkstošs deviņi simti divdesmit deviņā gada 27. jūlijā, vienā eksemplārā, kas paliek deponēts Šveices konfederācijas arhīvā, un kuŗa apliecināti noraksti nododami visu konferencē uzaicināto valstu valdībām.

Vācijas vārdā:

Edmund RHOMBERG

Amerikas Savienoto Valstu vārdā:

Eliot WADSWORTH
Hugh R. WILSON

Austrijas vārdā:

LEITMAIER

Beļģijas vārdā:

Dr DEMOLDER
J. de RUELLE

Bolivijas vārdā:

A. CORTADELLAS

Brazīlijas vārdā:

Raul do RIO-BRANCO.

Lielbritānijas un Ziemeļu Īrijas, tāpat arī katras Britānijas Imperijas daļas, kas nav Tautu Savienības atsevišķs loceklis, vārdā:

Deklarēju, ka šo konvenciju parakstu Lielbritānijas un Ziemeļu Īrijas vārdā, kā arī katras Lielbritānijas Imperijas daļas, kas nav atsevišķs Tautu Savienības loceklis, vārdā ar nosacījumu, ka Viņa Britānijas Majestāte iztulko šās konvencijas 28. pantu tā, ka likumu noteikumi, uz kuŗiem zīmējas šis pants, var paredzēt, ka privātām personām, biedrībām, juridiskām personām vai sabiedrībām, kas pirms šās konvencijas spēkā stāšanās likumīgā nolūkā lietojušas Šveices Federācijas ģerboni vai kādas zīmes, kas ir tā atdarinājums, nevar likt šķēršļus šā ģerboņa vai zīmju lietošanai tajā pašā nolūkā arī turpmāk.

Horace RUMBOLD

Kanādas vārdā:

Deklarēju, ka šo konvenciju parakstu Kanādas vārdā ar nosacījumu, ka Kanādas Dominijas valdība iztulko šās konvencijas 28. pantu tā, ka likumu noteikumi, uz kuŗiem zīmējas šis pants, var paredzēt, ka privātām personām, biedrībām, juridiskām personām vai sabiedrībām, kas pirms šās konvencijas spēkā stāšanās likumīgā nolūkā lietojušas Šveices Federācijas ģerboni vai kādas zīmes, kas ir tā atdarinājums, nevar likt šķēršļus šā ģerboņa vai zīmju lietošanai tajā pašā nolūkā arī turpmāk.

W. A. RIDDELL

Austrālijas vārdā:

Deklarēju, ka šo konvenciju parakstu Austrālijas vārdā ar nosacījumu, ka Austrālijas Brīvvalsts valdība iztulko šās konvencijas 28. pantu tā, ka likumu noteikumi, uz kuŗiem zīmējas šis pants, var paredzēt, ka privātām personām, biedrībām, juridiskām personām vai sabiedrībām, kas pirms šās konvencijas spēkā stāšanās likumīgā nolūkā lietojušas Šveices Federācijas ģerboni vai kādas zīmes, kas ir tā atdarinājums, nevar likt šķēršļus šā ģerboņa vai zīmju lietošanai tajā pašā nolūkā arī turpmāk.

Claud RUSSELL

Jaunzelandes vārdā:

Deklarēju, ka šo konvenciju parakstu Jaunzelandes vārdā ar nosacījumu, ka Jaunzelandes valdība iztulko šās konvencijas 28. pantu tā, ka likumu noteikumi, uz kuŗiem zīmējas šis pants, var paredzēt, ka privātām personām, biedrībām, juridiskām personām vai sabiedrībām, kas pirms šās konvencijas spēkā stāšanās likumīgā nolūkā lietojušas Šveices Federācijas ģerboni vai kādas zīmes, kas ir tā atdarinājums, nevar likt šķēršļus šā ģerboņa vai zīmju lietošanai tajā pašā nolūkā arī turpmāk.

Claud RUSSELL

Dienvidāfrikas vārdā:

Eric H. LOUW

Īrijas brīvvalsts vārdā:

Deklarēju, ka šo konvenciju parakstu Īrijas Brīvvalsts vārdā ar nosacījumu, ka viņa iztulko šās konvencijas 28. pantu tā, ka likumu noteikumi, uz kuŗiem zīmējas šis pants, var paredzēt, ka privātām personām, biedrībām, juridiskām personām vai sabiedrībām, kas pirms šās konvencijas spēkā stāšanās likumīgā nolūkā lietojušas Šveices Federācijas ģerboni vai kādas zīmes, kas ir tā atdarinājums, nevar likt šķēršļus šā ģerboņa vai zīmju lietošanai tajā pašā nolūkā arī turpmāk.

Sean LESTER

Indijas vārdā:

Deklarēju, ka šo konvenciju parakstu Indijas valdības vārdā ar nosacījumu, ka Indijas valdība iztulko šās konvencijas 28. pantu tā, ka likumu noteikumi, uz kuŗiem zīmējas šis pants, var paredzēt, ka privātām personām, biedrībām, juridiskām personām vai sabiedrībām, kas pirms šās konvencijas spēkā stāšanās likumīgā nolūkā lietojušas Šveices Federācijas ģerboni vai kādas zīmes, kas ir tā atdarinājums, nevar likt šķēršļus šā ģerboņa vai zīmju lietošanai tajā pašā nolūkā arī turpmāk.

Claud RUSSELL

Bulgārijas vārdā:

D. MIKOFF
Stephan N. LAFTCHIEFF

Čīles vārdā:

Gmo NOVOA
D. PULGAR

Ķīnas vārdā:

C. Y. HSIAO

Kolumbijas vārdā:

Francisko José URRUTIA

Kūbas vārdā:

Carlos de ARMENTEROS
Carlos BLANCO

Dānijas vārdā:

Harald SCAVENIUS
Gustav RASMUSSEN

Dominikāņu Republikas vārdā:

Ch. ACKERMANN

Ēģiptes vārdā:

Mohamed Abdel Moneim RIAD
H. W. M. SIMAIKA

Spānijas vārdā:

Ad Referendum
Mauricio LOPEZ ROBERTS Y TERRY
Marqués de la TORREHERMOSA

Igaunijas vārdā:

Dr LEESMENT

Somijas vārdā:

A. E. MARTOLA

Francijas vārdā:

H. de MARCILLY
J. du SAULT

Griekijas vārdā:

R. RAPHAËL
S. VENISELOS

Ungārijas vārdā:

Paul de HEVESY

Itālijas vārdā:

Giovanni CIRAULO

Japānas vārdā:

Principā pieņemot 28. panta noteikumus, Japāna atstāj sev brīvas rokas attiecībā uz minētā panta b rindkopā paredzētā aizlieguma spēkā stāšanās laiku. Japāna pieņem, kas šis aizliegums nav attiecināms uz ģerboni un zīmēm, kas būtu bijuši lietoti vai reģistrēti pirms tā spēkā stāšanās. Japānas delegāti paraksta šo konvenciju ar augšminētiem ierobežojumiem.

Issaburo YOSHIDA
S. SHIMOMURA
S. MIURA

Latvijas vārdā:

Kārlis DUCMANS
Dr Oskars VOITS

Luksemburgas vārdā:

Ch. G. VERMAIRE

Meksikas vārdā:

Fr. CASTILLO NÁJERA

Nikaragvas vārdā:

A. SOTTILE

Norveģijas vārdā:

J. IRGENS
Jens MEINICH

Konvencijas tulkojuma teksts pieņemts Saeimas 1931. g. 19. jūnija plēnārsēdē. J. Breikšs, Saeimas sekretārs.

Holandes vārdā:

W. DOUDE van TROOSTWIJK
Dr DIEHL
J. HERBERTS

Persijas vārdā:

Anouchirevan SEPAHBODI

Polijas vārdā:

Józef G. PRACKI
W. Jerzy BABECKI

Portugāles vārdā:

Vasco de QUEVEDO
F. de CALHEIROS E MENEZES

Rumānijas vārdā:

M. B. BOERESCO
Pulkvedis E. VERTEJANO

Serbu, Kroātu un Sloveņu Karālistes vārdā:

I. CHOUMENKOVITCH

Siamas vārdā:

VARNVAIDYA

Zviedrijas vārdā:

K. I. WESTMAN

Šveices vārdā:

Paul DINICHERT
HAUSER
ZÜBLIN
De la HARPE
SCHINDLER

Čehoslovākijas vārdā:

Zd. FIERLINGER

Turcijas vārdā:

HASSAN
M. NUSRET
Dr Akil MOUKHTAR
Dr ABDULKADIR

Urugvajes vārdā:

Alfredo de CASTRO

Venecuēlas vārdā:

C. PARRA-PÉREZ
I. M. HURTADO-MACHADO

Valdības rīkojumi un pavēles.

Rīkojums par Zilupes pilsētas pašvaldības darbības uzsākšanu.

Iekšlietu ministrijas pašvaldības departaments aizrāda, ka likums par pilsētas tiesību piešķiršanu Zilupei (sk. š. g. „Valdības Vēstneša“ 127. numuru), stāties spēkā š. g. 25. jūnijā, kādēļ iekšlietu ministrs saskaņā ar šī likuma 5. p. iecēlis pilsētas pagaidu valdi, kuŗa savu darbību uzsākusī.

Nemot pievasto vērā, pašvaldības pārvaldes funkcijas likumā noteiktās pilsētas robežās piekrit pilsētas pagaidu valdei, kamēr tiks ievēlēta pilsētas dome un stāties pie savu pienākumu izpildīšanas pēdējās izvēlēta pilsētas valde un citi pilsētas pašvaldības organi.

Rīgā, 1931. g. 8. jūlijā. № 91053.
Pašvald. depart. direktors J. Zankevičs.
Nodaļas vadītājs Rob. Kelle.

Rīkojums № 122

1931. g. 4. jūlijā.

1928. g. rīkojuma № 317 grozījums.
Grozot 1928. g. „Valdības Vēstneša“ 246. numurā iespīestā rīkojuma № 317 2. p. piezīmi, izteikt to šādi:

Piezīme. Ārvalstu pārstāvību sūtījumu grāmatīņas pasūta ārlietu ministrija un apzīmogo muitas departamenta. Katra budžeta gada sākumā ārlietu ministrija tās izdala Latvijā esošām ārvalstu pārstāvībām, bet iepriekšējā gada grāmatīņas minētām pārstāvībām atprasa un nodod Rīgas muitnīcai nosūtīšanai valsts kontrolei līdz nākošā budžeta gada 1. jūnijam.
Muitas departamenta vicedirektors B. Pavasars.
Ārlietu ministrijas administr.-juridiskā departamenta direktors V. Munters.

Valdības iestāžu paziņojumi.

Paziņojums.

Meliorācijas departamenta tehniskā daļa paziņo, ka zemkopības ministris ar š. g. 11. jūnija lēmumu ir apstiprinājis Lātgaleslauksaimniecības biedrības savien. zemes kultūras biroja sastādīto un jaunlatgales apriņķa meliorācijas sabiedrības „Ruskolovas“ dalībnieku pilnā sapulcē pieņemto minētās meliorācijas sabiedrības novadgrāvju projektu.

Līdz ar projekta apstiprināšanu visiem dalībnieku sarakstā aprādītiem nekustamas mantas īpašniekiem vai viņu tiesībuņēmējiem uzlikts par pienākumu piedalīties meliorācijas sabiedrībā „Ruskolova“, minēto meliorācijas darbu izvešanā, saistīto izdevumu kārtošānā un izvesto darbu kārtībā uzturēšanā.

Rīgā, 1931. g. 30. jūnijā.
Meliorācijas departamenta tehniskās daļas vadītājs M. Šlachtovičs.
Vecākais grāmatvedis Brandts.

Paziņojums.

Meliorācijas departamenta tehniskā daļa paziņo, ka zemkopības ministris ar š. g. 11. jūnija lēmumu ir apstiprinājis kultūrtehniskās daļas sastādīto un Zīras meliorācijas sabiedrības „Laskatas“ dalībnieku pilnā sapulcē pieņemto minētās meliorācijas sabiedrības novadgrāvju projektu.

Līdz ar projekta apstiprināšanu visiem dalībnieku sarakstā uzrādītiem nekustamās mantas īpašniekiem vai viņu tiesībuņēmējiem uzlikts par pienākumu piedalīties Zīras meliorācijas sabiedrībā „Laskatas“, minēto meliorācijas darbu izvešanā, saistīto izdevumu kārtošānā un izvesto darbu kārtībā uzturēšanā.

Rīgā, 1931. g. 29. jūnijā.
Meliorācijas departamenta tehniskās daļas vadītājs M. Šlachtovičs.
Vecākais grāmatvedis Brandts.

Paziņojums.

Izlabojums.

Latvijas bankas nedēļas pārskats

uz 1931. g. 6. jūliju.

AKTĪVĀ.		Lati.	S.	PASĪVĀ.		Lati.	S.
Zelts lējumos un monetās		24 093 891	45	Bankas naudas zīmes apgrozībā		37 272 825	—
Ārzemju valūta		21 688 428	02	Pamata kapitāls		19 676 410	68
Sudraba nauda		7 342 947	—	Rezerves kapitāls		4 728 580	70
Valsts kases zīmes un metala nauda		12 232 119	60	Speciālās rezerves		3 500 000	—
Isa termiņa vekseli		78 784 787	30	Noguldījumi		20 397 477	43
Aizdevumi pret nodrošinājumiem		65 629 747	61	Tekoši rēķini		63 407 916	25
Citi aktīvi		15 168 750	16	Valsts rēķini un depoziti		69 574 324	94
		224 940 671	23	Citi pasīvi		6 383 136	23
						224 940 671	23

Rīgā, 1931. g. 8. jūlijā.
9310

Padomes priekšsēdētāja v. A. Klīve.
Galvenais direktors K. Vanags.

Latgales apgabaltiesas I. kriminālodaļa,

saskaņā ar savu 1931. g. 30. jūnija lēmumu, atsauc „Valdības Vēstnesi” 1929. g. 12. augusta 179. numurā iespiesto sludinājumu par Pēteris Pāvila d. Slakas meklēšanu, jo minētais Pēteris Pāvils ir atrasts.

Daugavpili, 1931. g. 2. jūlijā.
Priekšsēdētāja v. J. Legzdīnš.
Sekretāra p. v. (paraksts).

Personu saraksts, kuŗu meklēšana izbeigta, № 438.

- 22742. Avdoščenkovs Kalistrats Agofona dēls. 32464/30.
 - 22743. Ganulevičs Evgenija Teodora m. 34620/31.
 - 22744. Kacs Volfs Ošera d. 35099/31.
 - 22745. Kuncis, dz. Lūkins, Matilde Indriķa m. 35030/31.
 - 22746. Stankevičiute Emīlija Jāņa m. 35122/31.
- Kriminālās policijas pārvaldes priekšnieka v. Taube.
Darbvedis A. Zaķis.

Rīgas apriņķa I. iecirkņa miertiesnesis

izbeidz Mārtiņa Bulenreitera meklēšanu, viņa atrašanās dēļ. (Sk. sludinājumu „Valdības Vēstnesi” 1930. g. 10. numurā.)
1931. g. 8. jūlijā. № 2189.
Miertiesnesis F. Neimanis.

Valdības darbība.

Ministru kabineta sēde

1931. g. 9. jūlijā.

1. Apstiprina jaunu virsmežniecību sadalījumu takses šķīrās.
2. Pieņem pārgrozījumu projektu nodokļu nolikumā un nolemj to iesniegt Saeimai.
3. Saskaņā ar pavalstniecības likuma 82. panta pamata, atņem Latvijas pilsoņa tiesības šādām personām: 1) Skromanim Nikodimam un viņa sievai Sofijai, 2) Orlovam Vasilijam, 3) Ozerovam Jānim, 4) Zagorjevam Rafailam, 5) Solovejam Abramam, 6) Ollei Mārtiņam, 7) Orlovam Iljam, 8) Zujevam Vasilijam un 9) Gromovam Stepanam.
4. Iecel līdzšinējo Valkas apriņķa II iecirkņa miertiesnesi Vili Leinertu par Madonas apriņķa III iecirkņa miertiesnesi.
5. Atļauj Latvijas Sarkanam Krustam sarīkot trīs 3-klasīgas naudas loterijas № 24, 25 un 26.

Š. g. „Valdības Vēstnesi” 30. numurā izsludinātā Ministru kabineta lēmumā par piespiedu servitūtu noteikšanu grants bedrū ierīkošanai šoseju un zemes ceļu vajadzībām, kur 7. p. stāv: „Vasiljevičs Aleksejai, Stepanam un Jevgenijai, kā arī Irinai Forkans piederošo Jaunlatgales apr., Gauru pagasta Teležņiku sādžas viensētu № 10, zem. grām. reģ. № 3871 . . . 0,0867 ha”, jābūt: **Vasiljevičs Aleksejai, Stepanam un Jevgenijai, kā arī Irinai Poikans** piederošo Jaunlatgales apr., Gauru pag. Teležņiku sādžas viensētu № 10, zem. grām. reģ. № 3871 . . . 0,0867 ha”.

Paziņojums

Jaunjelgavā un apkārtnē dzīvojošiem valsts darbiniekiem.

Tautas labklājības ministrijas veselības departaments paziņo, ka zobu ārste R. Naišuls pieņemta par valsts darbinieku zobu ārsti Jaunjelgavā.

Slimniekus pieņem Jaunjelgavā, Jelgavas ielā 86.

Departamenta vicedirektors M. Džonsons
Valsts darbinieku ārstniecības nodaļas darbvedis J. Jurka.

Jelgavas apgabaltiesa,

saskaņā ar savu š. g. 7. jūlija nolēmumu, meklē Mariju Stanislava m. Ragīnskis, kas apsūdzēta pēc S. I. 465. p., dzim. 1890. g., Ludzas apriņķa Skaunes pagasta piederīgo, dzīvojuši minētā pagasta Krasnopolis viensētā un pēdējā darba vieta bijusi Tukuma apriņķa Stampes pagasta Gravenieku mājās.

Apgabaltiesa lūdz katru, kam būtu zināma minētās Ragīnskis tagadējā uzturēšanās vieta, par to paziņot šai tiesai un Tukuma apriņķa izmeklēšanas tiesnesim.

Jelgavā, 1931. g. 8. jūlijā. R. s. I. № 2149a.
Priekšsēdētāja b. v. (paraksts).
Sekretārs A. Štubis.

Nekustamas mantas saraksts,

kuŗas īpašniekiem vai viņu tiesībuņēmējiem pēc zemkopības ministra š. g. 11. jūnija lēmuma ir jāpiedalās Jaunlatgales meliorācijas sabiedrībā „Ruskolova”, jāņem dalība pie kopējo minētās meliorācijas sabiedrības novadgrāvju rakšanas darbu izvešanas, saistīto izdevumu kārtošanas un izvesto darbu kārtībā uzturēšanas.

№№ pēc kārtas	Dalībnieka vārds un uzvārds	Dalībnieka īpašuma tiesību apzīmējums	Dalībniekam piederošo vai viņa lietošanā esošo māju nosaukums	Māju №№		Kādā pagastā atrodas mājas un pie kādas agrākās muižas piederēja	Darbu izmaksa pēc projekta, no kuŗas aprēķina dalībnieku balsu skaitu Ls	Piezīmes
				pēc mērniecības plāniem	pēc zemes grāmatu reģistra			
1.	Gabranovs Agate Ādama m., Gabranovs Antons Vinča d., Gabranovs Lēna Vinča m., Gabranovs Zose Vinča m., Gabranovs Anna Vinča m. un Gabranovs Marta Vinča m.	Līdzīpašnieki	Elstu sādžas viens.	6a	4749	Tilžas pagasta	78,—	Šini dalībnieku sarakstā uzrādītās darbu izmaksas summas uzskatāmas par pamatu dalībnieku maksājumu noteikšanai un nokārtošanai kā pie darbu pirmreizējas izvešanas, tā arī pie izvesto darbu kārtībā uzturēšanas turpmāk, neņemot vērā darbu faktisko izmaksu, kuŗa var būt mazāka vai lielāka.
2.	Nagļa Andrēja Stanislava d. un Nagļa Anna Stanislava m.	„	Elstu sādžas viens.	9, 9a	4743	„	267,—	
3.	Gabranovs Augusts Ādama d., Gabranovs Marta Ādama m. un Gabranovs Marijanna Ādama m.	„	Elstu sādžas viens.	3a	4746	„	336,—	
4.	Gabranovs Anna Jāņa m. un Gabranovs Prāņa Jāņa m.	„	Elstu sādžas viens.	7a	4750	„	234,—	
5.	Nagļa Veronika Jāņa m., Nagļa Andrējs Pēteris d. un Nagļa Bronislava Pēteris m.	„	Elstu sādžas viens.	8a	4744	„	810,—	
6.	Gabranovs Tadeušs Jēzupa d.	Īpašnieks	Elstu sādžas viens.	11	4751	„	671,—	
7.	Barkāns Ādams Fabiāna d. un Barkāns Veronika Meikuļa m.	Līdzīpašnieki	Elstu sādžas viens.	12	4752	„	264,—	
8.	Gabranovs Dārta Mārtiņa m., Gabranovs Jāzeps Jēzupa d., Gabranovs Meikuls Jēzupa d. un Gabranovs Marta Jēzupa m.	„	Elstu sādžas viens.	13	4753	„	620,—	
9.	Gabranovs Pēteris Antona d. un Gabranovs Helēna Antona m.	„	Elstu sādžas viens.	14	4754	„	669,—	
10.	Mazaļevska Jadviga Antona m. un Login-Berņicka Helēna Antona m.	Līdzīpašniecība	Elstu sādžas viens.	10	4742	„	265,—	
11.	Zelčs Ambrozijs Stanislava d.	Īpašnieks	Purviņusādžas viens.	17	1261	„	718,—	
12.	Kalniņš Pēteris Jura d.	„	„Veidulī”	15F	3297	Tilžas pagasta Ruskolovas miž.	750,—	
13.	Porietis Emīls Pēteris d.	„	„Dzirnavnieki”	5F	—	„	388,—	
14.	Nagļa Ādams Meikuļa d.	„	Elstu sādžas viens.	2	4745	Tilžas pagasta	358,—	
15.	Gabranovs Ādams Antona d. un Gabranovs Veronika Antona m.	Līdzīpašnieki	Elstu sādžas viens.	1	4741	„	882,—	
16.	Ozols Mārtiņš Andrēja d.	Īpašnieks	„Viesītes”	21F	3613	Tilžas pag. Ruskolovas muižas	93,—	
17.	Beidzenieks Pēteris Ādama d.	„	„Druva”	1F	3514	„	232,—	
18.	Amantoys Jānis Konstantīna d.	„	„Palejas”	1101F	3176	„	413,—	
				1102F	3176	„		
19.	Nagļa Albins Stanislava d.	„	„Jaunspuldži”	1103F	3944	„	298,—	
20.	Klimāns Emīlija Jēzupa m.	Īpašniecība	„Kaļķusala”	1099F	4898	„	173,—	
21.	Igaunis Stepāns Ādama d. un Igaunis Olga Andrēja m.	Līdzīpašnieki	„Žeikari”	26Fa	4359	„	757,—	
22.	Melašenkovs Matiss Kalistrata d.	Īpašnieks	„Jaunmežaine”	33Fa	3624	„	364,—	
23.	Bērziņš Antons Tadeuša d.	„	„Piekalni”	16Fa	3524	„	553,—	
24.	Nagļa Antons Stanislava d.	„	„Spuldžava”	23F	4084	„	190,—	
25.	Nagļa Jānis Kazimira d.	„	„Gaisma”	24F	3630	„	592,—	
26.	Abramovs Vasilijš Dimitrija d., Abramovs Vasilijš Vasilija d. un Abramovs Pēteris Vasilija d.	Līdzīpašnieki	„Postaša”	30Fa	3610	„	722,—	
27.	Ločmelis Onufrijs Ādama d.	Īpašnieks	„Vītolsala”	28Fa	3969	„	560,—	
28.	Šlapakova Natālija	Īpašniecība	Ruskolovas muižas jaunsaimniecība	898F	—	„	51,43	
29.	Ruskolovas virsmežniecība	„	Valsts mežs	—	—	„	613,—	

Rīgā, 1931. g. 30. jūnijā.

Meliorācijas departamenta tehniskās daļas vadītājs M. Šļachtovičs.
Meliorācijas departamenta vec. grāmatvedis Brandts.

Nekustamas mantas saraksts,

kuŗas īpašniekiem vai viņu tiesību ņēmējiem pēc zemkopības ministra š. g. 19. jūnija lēmuma ir jāpiedalās Valmieras apr. meliorācijas sabiedrībā „Mežmājas“, jāņem dalība pie kopējo minētās meliorācijas sabiedrības novadgrāvju rakšanas darbu izvešanas, saistīto izdevumu kārtošanas un izvesto darbu kārtībā uzturēšanas.

№№ pēc kārtas	Dalībnieka vārds un uzvārds	Dalībnieka īpašumu tiesību apzīmējums	Dalībniekam piederošo vai viņa lietošanā esošo māju nosaukums	Māju №№		Kādā pagastā atrodas mājas un pie kādas agrākās muižas piederēja	Darbu izmaksa pēc projekta, no kuŗas aprēķina dalībnieku balsu skaitu Ls	Piezīmes
				pēc mērniecības plāniem	pēc zemes grāmatu reģistra			
1.	Jānis Antons	Īpašnieks	Ziemeļi dārzsaimn.	82 F	14438	Kauguru pagasta Kauguru muižas	51,—	Šini dalībnieku sarakstā uzrādītās darbu izmaksas summas uzskatāmas par pamatu dalībnieku maksājumu noteikšanai un nokārtošanai kā pie darbu pirmreizējas izvešanas, tā arī pie izvesto darbu uzturēšanas kārtībā turpmāk, neņemot vērā darbu faktisko izmaksu, kuŗa var būt mazāka vai lielāka.
2.	Jēkabs Dušults	„	Straumes „	83 F	14458	„	85,—	
3.	Augusta Glaudiņš	„	Akācijas „	84 F	14455	„	95,—	
4.	Jānis Mieziņš	„	Pēterēni „	85 F	—	„	105,—	
5.	Jānis Mirošņikovs	„	Andriņi „	86 F	14437	„	143,—	
6.	Pēteris Sijats	„	Sietiņi „	91 F	16712	„	186,—	
7.	Augusts Puķits	„	Dārzsaimniecība	92 F	—	„	202,—	
8.	Roberts Mucenieks	„	Mucenieki	93 F	—	„	586,—	
9.	Zelma Urbāns	Īpašniece	Dārzsaimniecība	95 F	—	„	256,—	
10.	Jūlijs Apsits	Īpašnieks	Ziedoņi	104 F	14360	„	224,—	
11.	Pēteris Eiduks	„	Ceriņi	101 F	14459	„	299,—	
12.	Valmieras virsmežniecība	—	Valsts mežs	—	—	„	778,—	
13.	Kauguru pag. sabiedrība	Īpašniece	Mežmāja dārzsaimn.	96 F	—	„	103,—	
14.	Pēteris Meiers	Īpašnieks	Dārzsaimniecība	97 F	—	„	153,—	
15.	Jānis Rozīte	„	Rozītes dārzsaimn.	99 F	—	„	119,—	
16.	Ērika Bērziņš, dzim. Vecovs	Īpašniece	Sūnas	90F, Fa	15545	„	157,—	
17.	Jēkabs Jansons	Īpašnieks	Laučiņi	89F, Fa	15356	„	318,—	
18.	Ēvangēliski-luteriskā baznīca	Īpašniece	Vaivariņi	88 F	15665	„	229,—	
19.	Mārcis Antons un Jūlijs Antons	Īpašnieki	Ozolkalni	77 F	15435	„	320,—	
20.	Valmieras virsmežniecība	—	Mežziņa dien. zeme	66 F	—	„	215,—	
21.	Valmieras virsmežniecība	—	Mežsarga dien. zeme	81 F	—	„	85,—	
22.	Ilze Ogul	Īpašniece	Upeslejas	63 F	17078	„	62,—	
23.	Rūdolfs Tanne	Īpašnieks	Dumbrāji	64 F	15315	„	90,—	
24.	S. M. Dzelzsceļu virsvalde	—	Dzelzsceļa teritor.	94 F	—	„	127,—	

Rīga, 1931. g. 30. jūnijā.

Meliorācijas departamenta tehniskās daļas vadītājs M. Šlachtevičs.

Vec-grāmatvedis Brandts.

Nekustamas mantas saraksts,

kuŗas īpašniekiem vai viņu tiesību ņēmējiem pēc zemkopības ministra š. g. 11. jūnija lēmuma ir jāpiedalās Zīras meliorācijas sabiedrībā „Laskatas“, jāņem dalība pie kopējo minētās meliorācijas sabiedrības novadgrāvju rakšanas darbu izvešanas, saistīto izdevumu kārtošanas un izvesto darbu kārtībā uzturēšanas.

№№ pēc kārtas	Dalībnieka vārds un uzvārds	Dalībnieka īpašumu tiesību apzīmējums	Dalībniekam piederošo vai viņa lietošanā esošo māju nosaukums	Māju №№		Kādā pagastā atrodas mājas un pie kādas agrākās muižas piederēja	Darbu izmaksa pēc projekta, no kuŗas aprēķina dalībnieku balsu skaitu Ls	Piezīmes
				pēc mērniecības plāniem	pēc zemes grāmatu reģistra			
1.	Kristis Akots	Īpašnieks	Bauskas	38Fa	3162	Zīru pagasta Zīru muižas	80,—	Šini dalībnieku sarakstā uzrādītās darbu izmaksas summas uzskatāmas par pamatu dalībnieku maksājumu noteikšanai un nokārtošanai kā pie darbu pirmreizējas izvešanas, tā arī pie izvesto darbu uzturēšanas kārtībā turpmāk, neņemot vērā darbu faktisko izmaksu, kuŗa var būt mazāka vai lielāka.
2.	Otto Freibergs	„	Takmaļi	41Fa	3157	„	342,—	
3.	Kārlis Dzenis	„	Dzeņi	42Fa	3184	„	497,—	
4.	Jēkabs Prūsis	„	Prūši	39Fa	3165	„	426,—	
5.	Pēters Jakobkevičs	„	Pauliņi	43Fa	3174	„	300,—	
6.	Jānis Auziņš	„	Pavaiļi	—	—	„	305,—	
7.	Līze Frīdenbergs	Īpašniece	Maz-Pūši	—	—	„	483,—	
8.	1) Kaspars Lēlis, 2) Mārtiņš Lēlis, 3) Elizabete Eglīte, dzim. Lēle, 4) Trīne Denaus, dzim. Lēle, 5) Johanna-Marija-Olga Lēle, 6) Anna Eglīte, 7) Elizabete Pauls, dzim. Eglīte	Īpašnieki	Pēkstes	—	—	„	725,—	
9.	Mārtiņš un Anna Krafti	„	Martlēji	—	—	„	480,—	
10.	Augusts Bērzkalns	Īpašnieks	Kristlēji	—	—	„	400,—	
11.	Kārlis Eglīte	„	Klagari	—	—	„	115,—	
12.	Jānis Dzirnīks	„	Sniķeri	—	—	„	370,—	
13.	Vilnis un Tija Eglīši	Īpašnieki	Dižpūši	—	—	„	503,—	
14.	Jānis Lēlis	Īpašnieks	Strazdi	—	—	„	393,—	
15.	Andrējs Lēlis	„	Mežarāji	—	—	„	305,—	
16.	Mārtiņš Kanniņš	„	Baltbārdi	—	—	„	442,—	

Rīgā, 1931. g. 29. jūnijā.

Meliorācijas departamenta tehniskās daļas vadītājs M. Šlachtevičs.

Vec. grāmatvedis Brandts.

Valdības vietējo iestāžu rīkojumi.

Saistošie noteikumi par peldēšanas jūrā Rīgas Jūrmalas pilsētas teritorijā.

Pieņemti Rīgas Jūrmalas pilsētas domes 1931. g. 9. jūnija sēdē pēc protokola № 10. § 3 un apstiprināti ar Jekšlietu ministrijas pašvaldības departamenta 1931. g. 6. jūlija rakstu № 90970.

1. Peldēšanas jūrā kostimos atļauta abu dzimumu personām: 1) svētdienās un svētku dienās cauru dienu visā jūrmalā; 2) tāpat cauru dienu arī darbdienās rajonā starp Edinburgas jūras paviljonu un sanatoriju „Marienbāde“ un 3) darbdienās no pulksten 6—8 un no pulksten 12—24 arī visā pārējā jūrmalā.

2. Peldēšanas bez kostīmiem atļauta darba dienās vīriešiem no pulksten 8,15 līdz pulksten 10 un sievietēm no pulksten 10,15 līdz pulksten 12 sekošos rajonos: 1) no Buļļiem līdz Maksimoviča sanatorijai Edinburgā un 2) no Jurga ielas Dubultos līdz Jūrmalas-Slokas administratīvai robežai. Šai pantā norādītos rajonos un vienam dzimumam bez kostīmiem atļautā peldēšanas laikā, pretējam dzimumam aizliegts uzturēties jūras krastā un kāpās.

Piezīme. Peldu stundas neierobežo zvejniekus un viņu ģimenes locekļus

sava aroda darbā un ārstus un policijas pārstāvjus viņu amata pienākumu izpildīšanā.

3. Peldēšanas jūrā darba dienās no pulksten 8 līdz 12 noliegta sekošos rajonos: 1) starp Maksimoviča sanatoriju un Edinburgas jūras paviljonu un 2) starp sanatoriju „Marienbāde“ un Jurga ielu Dubultos, Tāpat šini rajonos aizliegts uzturēties viena dzimuma personām taj laikā, kad pretējam dzimumam blakus rajonā atļauts peldēties bez kostīmiem.

4. Visi iepriekšējos pantos norādītie rajoni apzīmēti ar robežzīmēm un attiecīgiem uzrakstiem.

5. Nav atļauts: 1) izlietot kā peldu kabīnes jūras krastā un kāpās novietotos kurvjus un krēslus, 2) izģērbties uz jūras krastā un kāpās izliktiem soliēm, novietotām laivām, zvejnieku vabām un citiem zvejniecības piederumiem, kā arī izžaut un novietot uz šiem piederumiem peldu kostīmus, drēbes, palagus un t. t. un 3) izģērbties jūrmalā, jūras virzienā, pretim kafejnīcām, paviljoniem, peldu kabīnēm un siltu vannu iestādēm.

6. Nodarboties ar peldu viesu fotografēšanu jūras krastā un kāpās var vienīgi ar pilsētas valdes atļauju un fotografējamo peldu viesu piekrišanu.

7. Lopus atļauts peldināt jūrā tikai no pulksten 3—6.

8. Šo noteikumu pārkāpējus sauks pie atbildības uz Sodū lik. pamata.

9. Šie noteikumi stājas spēkā 2 nedēļu laikā pēc viņu publicēšanas „Valdības Vēstnesī“.

10. Līdz ar to atcelti „Valdības Vēstnesī“ 1925. g. 153. numurā publicētie noteikumi par peldēšanas jūrā līdz ar visiem vēlākiem papildinājumiem.

Pilsētas galva A. Jansons.
Sekretārs E. Šmits.

Tirdzniecība un rūpniecība.

Karalauču (Königsbergas)

izstāde un tirgus notiks šogad no 23. līdz 26. augustam ar plašām paraugu nodaļām dažādās dzīves nozarēs. Sevišķi bagāti apgādātas būs zemkopības, lopkopības un tehniskās nodaļas. Visās tani būs ievēroti visjaunākie sasniegumi Austrumprūsijas dažādās kultūras nozarēs.

Literatūra.

Atpūta. № 349. — 1931. g. 10. jūlijā. Sporta numurs. Maksā 30 sant.

KURSI.

Rīgas biržā 1931. gada 10. jūlijā.

Devīzes:

1 Amerikas dollars	5,179—5,189
1 Anglijas mārciņa	25,21—25,26
100 Francijas franku	20,26—20,41
100 Beļģijas belgu	72,15—72,70
100 Šveices franku	100,25—101,0
100 Itālijas liru	27,05—27,26
100 Zviedrijas kronu	138,75—139,45
100 Norveģijas kronu	138,55—139,25
100 Danijas kronu	138,55—139,25
100 Austrijas šilīnu	72,70—73,40
100 Čehoslovākijas kronu	15,31—15,46
100 Holandes guldeņu	208,40—209,45
100 Vācijas marku	122,75—123,40
100 Somijas marku	12,99—13,11
100 Igaunijas kronu	138,05—138,75
100 Polijas zlotu	57,50—58,70
100 Lietavas ltu	51,45—52,15

Dārgmetāli:

Zelts 1 kg	3425—3445
Sudrabs 1 kg	44—52

Vērtspapīri:

50% neatkarības aizņēmums	98—100
40% Valsts prēm. aizņēmums	98—100
60% Zemes bankas ķīlu zīmes	92—93
80% Hipotēku bankas ķīlu zīmes	96—97

Rīgas biržas kotācijas komisijas priekšsēdētājs J. Skujevičs.
Zvērināts biržas māklers Th. Šummers.

Redaktora vietā J. Janovskis-Janševskis.

Šim numuram 12 lapas puses.

Tiesu sludinājumi.

Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļa uz Civ. ties. lik. 1967., 2011. līdz 2014 un 2079. p. un Viet. civ. lik. 2451. p. pamata, uz mūr. Grietas Rende atstātās mantoj. masas aizgādņu Ādama Luste un Roberta Kuplā pilnv. zvēr. adv. L. Žagara lūgumu uzaicina visas personas, kam ir kaut kādas pretenzijas, strīdi vai ierunas pret šai tiesai 1931. g. 17. jūnijā, publicēto 1914. g. 11. maijā Slokā mir. Kārļa Viļa d. Vendes arī Rendes mājas kārtībā mutiski 1914. g. 11. maijā taisīto testamentu, kā arī visas personas, kam ir kaut kādas tiesības uz mir. Kārļa Viļa d. Vendes arī Rendes mantojumu vai sakarā ar to, tiesības kā mantniekiem, legatāriem, fideikomisiāriem, kreditoriem un t. t., pieteikt savas tiesības, pretenzijas un ierunas minētai tiesai triju mēnešu laikā, skaitot no šā sludinājuma iespiešanas dienas.

Ja tas minētā termiņā nebūs izdarīts, tad minētās personas atzīs kā atteikušās no ierunām un zaudējušas savas tiesības, bet testamentu pasludinās par likumīgā spēkā gājušu.

Rīgā, 1931. g. 20. jūnijā.
L. № 4345/31. 7425b
Priekšsēd. b. v. A. Blūmentāls.
Sekretārs P. Birkens.

Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļa uz Civ. ties. lik. 1967., 2011. līdz 2014 un 2079. p. un Viet. civ. lik. 2451. p. pamata, uz Annas Elzas-Kalniņš pilnvarnieka Pēterā Eglīša lūgumu uzaicina visas personas, kam ir kaut kādas pretenzijas, strīdi vai ierunas pret šai tiesai 1931. g. 17. jūnijā, publicēto 1930. g. 7. jūn. Jaunpabalgas pag. mir. Jēkaba Jēkaba d. Kalniņa, 1930. g. 20. febr. mājas kārtībā taisīto testamentu, kā arī visas personas, kam ir kaut kādas tiesības uz mir. Jēkaba Jēkaba d. Kalniņa mantojumu vai sakarā ar to, tiesības kā mantniekiem, legatāriem, fideikomisiāriem, kreditoriem un t. t., pieteikt savas tiesības, pretenzijas un ierunas minētai tiesai sešu mēnešu laikā, skaitot no šā sludinājuma iespiešanas dienas.

Ja tas minētā termiņā nebūs izdarīts, tad minētās personas atzīs kā atteikušās no ierunām un zaudējušas savas tiesības, bet testamentu pasludinās par likumīgā spēkā gājušu.

Rīgā, 1931. g. 20. jūnijā.
L. № 2268/31. 7426b
Priekšsēd. b. v. A. Blūmentāls.
Sekretārs P. Birkens.

Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļa uz Civ. ties. lik. 2011., 2014. un 2019. p. pamata paziņo, ka pēc 1931. g. 25. janvārī Rīgā mirušā Kristapa Dāvida d. Ansona ir atklāts mantojums un uzaicina, kam ir uz šo mantojumu, vai sakarā ar to, tiesības kā mantniekiem, legatāriem, fideikomisiāriem, kreditoriem un t. t., pieteikt šīs tiesības minētai tiesai triju mēnešu laikā, skaitot no šā sludinājuma iespiešanas dienas.

Ja minētās personas savas tiesības augšā uzrādītā termiņā nepieteiks, tad viņas atzīs kā šīs tiesības zaudējušas.

Rīgā, 1931. g. 20. jūnijā.
7427 L. № 4794/31.
Priekšsēd. b. v. A. Blūmentāls.
Sekretārs P. Birkens.

Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļa uz Civ. ties. lik. 2011., 2014. un 2019. p. pamata paziņo, ka pēc 1926. g. 30. janvārī Mangala pagastā mirušā Jāņa Pēterā d. Nicmana (Nitsmann) ir atklāts mantojums un uzaicina, kam ir uz šo mantojumu, vai sakarā ar to, tiesības kā mantniekiem, legatāriem, fideikomisiāriem, kreditoriem un t. t., pieteikt šīs tiesības minētai tiesai triju mēnešu laikā, skaitot no šā sludinājuma iespiešanas dienas.

Ja minētās personas savas tiesības augšā uzrādītā termiņā nepieteiks, tad viņas atzīs kā šīs tiesības zaudējušas.

Rīgā, 1931. g. 20. jūnijā.
7428 L. № 3879/31.
Priekšsēd. b. v. A. Blūmentāls.
Sekretārs P. Birkens.

Latgales apgabaltiesas 3. civilnod. paziņo vispārībā, ka 1928. g. 28. augustā mirušās Leokādijas Aleksandra m. Veikšāns 1928. g. 7. aprīlī sastādītais privāttestaments ar apgabaltiesas 1931. g. 7. janvāra lēmumu apstiprināts.

Daugavpils, 1931. g. 19. jūnijā.
7465z Lieta № 1664/31.
Priekšsēdētāja b. v. A. Maikins.
Sekretāra v. E. Kaņeps.

Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļa uz Civ. proc. lik. 2011., 2014. un 2019. p. pamata paziņo, ka pēc 1930. g. 6. augustā Rīgā mir. Jūlijs Jāņa m. Šute, pēc II vira Rēķis, dzim. Bendze, ir atklāts mantojums un uzaicina, kam ir uz šo mantojumu, vai sakarā ar to, tiesības kā mantniekiem, legatāriem, fideikomisiāriem, kreditoriem un t. t., pieteikt šīs tiesības minētai tiesai triju mēnešu laikā, skaitot no šā sludinājuma iespiešanas dienas.

Ja minētās personas savas tiesības augšā uzrādītā termiņā nepieteiks, tad viņas atzīs kā šīs tiesības zaudējušas.

Rīgā, 1931. g. 20. jūnijā.
7429 L. № 2814
Priekšsēd. b. v. A. Blūmentāls.
Sekretārs P. Birkens.

Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļa, pamatojoties uz 1919. g. 5. sept. likuma par mortifikāciju 5., 6. un 7. p., ievērojot Vulfa Minskera pilnv. zvēr. adv. pal. V. Heykinga lūgumu un savu 1931. g. 10. jūnija lēmumu, paziņo, ka Vulfam Minskeram kara apstākļu dēļ gājušas zudumā apdrošināšanas biedrības „Ziņ” 9 dzīvības apdrošināšanas polises par 500, 500, 1000, 1000, 1000, 500, 3000, 1000 un 500 rbl. ar № 111917, 111916, 101656, 92150, 115971, 126280, 132426, 126279 un 126281, izd. no apdrošināšanas biedrības „Ziņ” 1905. g. 3. nov., 1902. g. 2. dec., 1901. g. 1. febr., 1906. g. 20. okt., 1908. g. 6. okt., 1909. g. 29. okt., 1908. g. 6. okt.

Tāpēc apgabaltiesas 3. civilnodaļa uzaicina visas personas, kam būtu tiesības uz augšā aprādītām polisēm, pieteikties tiesai triju mēnešu laikā, skaitot no dienas, kad šis sludinājums iespiests „Valdības Vēstnesī” un aizrāda, ka ja šīs personas neietiktā laikā nepieteiksies, polise atzīs par nederīgu un lūdzējam izdos lēmuma norakstu polisei duplikātu resp. viņu vērtības saņemšanai. L. № 4970. 7435b

Rīgā, 1931. g. 20. jūnijā.
Priekšsēd. b. v. A. Blūmentāls.
Sekretārs P. Birkens.

Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļa, pamatojoties uz 1919. g. 5. sept. likuma par mortifikāciju 5., 6. un 7. p., ievērojot Zāras Minskera pilnv. zvēr. adv. pal. V. Heykinga lūgumu un savu 1931. g. 10. jūnija lēmumu paziņo, ka Zārai Minskera kara apstākļu dēļ gājuši zudumā apdrošināšanas biedrības „Ziņ” polise par 1000 rbl. no 1898. g. 1. jūn. ar № 78049.

Tāpēc apgabaltiesas 3. civilnodaļa uzaicina visas personas, kam būtu tiesības uz augšā aprādīto polisi, pieteikties tiesai triju mēnešu laikā, skaitot no dienas, kad šis sludinājums iespiests „Valdības Vēstnesī” un aizrāda, ka ja šīs personas neietiktā laikā nepieteiksies, polise atzīs par nederīgu un lūdzējam izdos lēmuma norakstu polisei duplikātu resp. viņas vērtības saņemšanai. L. № 4969. 7436b

Rīgā, 1931. g. 20. jūnijā.
Priekšsēd. b. v. A. Blūmentāls.
Sekretārs P. Birkens.

Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļa, saskaņā ar Civ. proc. lik. 1958. p. paziņo, ka 1931. g. 22. jūnijā minētās nodaļas atklātā tiesas sēdē nolasis 1930. g. 26. jūlijā Saikavas pag. mir. Aleksandra Pēterā d. Treknā testamentu.

Rīgā, 1931. g. 7. jūlijā.
Priekšsēd. b. v. A. Blūmentāls.
9376b Sekretārs P. Birkens.

Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļa, saskaņā ar Civ. proc. lik. 1958. p. paziņo, ka 1931. g. 22. jūnijā minētās nodaļas atklātā tiesas sēdē nolasis 1930. g. 5. aprīlī Rīgā mir. Pēterā Dāvja dēla Veģera testamentu.

Rīgā, 1931. g. 7. jūlijā.
Priekšsēd. b. v. A. Blūmentāls.
9377b Sekretārs P. Birkens.

Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļa, saskaņā ar Civ. proc. lik. 1958. p. paziņo, ka 1931. g. 22. jūnijā minētās nodaļas atklātā tiesas sēdē nolasis 1931. g. 22. febr. Jaungulbenes pag. mir. Jāņa Jāņa dēla Briediša testamentu.

Rīgā, 1931. g. 7. jūlijā.
Priekšsēd. b. v. A. Blūmentāls.
9378b Sekretārs P. Birkens.

Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļa, saskaņā ar Civ. proc. lik. 1958. p. paziņo, ka 1931. g. 22. jūnijā minētās nodaļas atklātā tiesas sēdē nolasis 1929. g. 30. martā Rankas pag. mir. Jāņa Pēterā d. Zeltiņa testamentu.

Rīgā, 1931. g. 8. jūlijā.
Priekšsēd. b. v. A. Blūmentāls.
9379b Sekretārs P. Birkens.

Ropazu pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto Latvijas pasi BN № 00292, izd. no Daugavpils pref. 1928. g. 26. sept. ar Jūlija Krēgera vārdu. 7101b

Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļa, saskaņā ar Civ. proc. lik. 1958. p. paziņo, ka 1931. g. 22. jūnijā minētās nodaļas atklātā tiesas sēdē nolasis 1931. g. 11. jūnijā Rīgā mir. Kriša Jāņa d. Gabaliņa testamentu.

Rīgā, 1931. g. 8. jūlijā.
Priekšsēd. b. v. A. Blūmentāls.
9380b Sekretārs P. Birkens.

Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļa, saskaņā ar Civ. proc. lik. 1958. p. paziņo, ka 1931. g. 22. jūnijā minētās nodaļas atklātā tiesas sēdē nolasis 1927. g. 19. februārī Slokas pag. mir. Pēterā Andreja d. Pakška testamentu.

Rīgā, 1931. g. 8. jūlijā.
Priekšsēd. b. v. A. Blūmentāls.
9381b Sekretārs P. Birkens.

Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļa, saskaņā ar Civ. proc. lik. 1958. p. paziņo, ka Rīgas pilsētas Aleksandra ielas, mājas № 126 iedzīvotāju-iermoku savienība, kas reģistrēta ar šīs tiesas 1921. g. 19. janvāra lēmumu, saskaņā ar šīs tiesas 1929. g. 18. decembra lēmumu ir slēgta un galīgi likvidēta. L. № 22/21. 7299b

Rīgā, 1931. g. 20. jūnijā.
Nod. pārziņa v. Bērziņš.
Sekretāra v. Stūre.

Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļa paziņo, ka Cēsu un apkārtnes cukurbiešu audzētāju biedrība, kas reģistrēta ar šīs tiesas 1928. g. 30. maija lēmumu, saskaņā ar šīs tiesas 1930. g. 30. jūlija lēmumu ir slēgta un galīgi likvidēta. L. № 77/28. 7300b

Rīgā, 1931. g. 20. jūnijā.
Nod. pārziņa v. Bērziņš.
Sekretāra v. Stūre.

Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļa paziņo, ka Krāj-aizdevu sabiedrība „Zemnieks”, kas reģistrēta ar šīs tiesas 1927. g. 2. marta lēmumu, saskaņā ar šīs tiesas 1929. g. 3. aprīļa lēmumu ir slēgta un galīgi likvidēta.

Rīgā, 1931. g. 20. jūnijā.
L. № 84/27. 7301b
Nod. pārziņa v. Bērziņš.
Sekretāra v. Stūre.

Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļa paziņo, ka Kalsnavas un apkārtnes lauksaimniecības mašīnu koplietošanas b-ba „Spēks”, kas reģistrēta ar šīs tiesas 1922. g. 18. oktobra lēmumu, saskaņā ar šīs tiesas 1930. g. 30. jūlija lēmumu ir slēgta un galīgi likvidēta. L. № 589/22. 7302b

Rīgā, 1931. g. 20. jūnijā.
Nod. pārziņa v. Bērziņš.
Sekretāra v. Stūre.

Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļa paziņo, ka Krapes-Lēdmanes meliorācijas sabiedrība „Straume” kas reģistrēta ar šīs tiesas 1923. g. 17. oktobra lēmumu, saskaņā ar šīs tiesas 1929. g. 18. decembra lēmumu ir slēgta un galīgi likvidēta. L. № 692/23. 7303b

Rīgā, 1931. g. 20. jūnijā.
Nod. pārziņa v. Bērziņš.
Sekretāra v. Stūre.

Jelgavas apgabaltiesa, saskaņā ar savu šā gada 20. maija nolēmumu, dara zināmu vispārībā, ka Anna Zvīgulis atzīta par garā vāju un viņas personai un mantai nodibināta aizgādība.

Jelgavā, 1931. g. 20. jūnijā.
L. № 107/31. g. 7451b
Priekšsēd. v. K. Vītols.
Sekretārs Ed. Latenbergs.

Jelgavas apgabaltiesa uz 1921. g. 1. febr. likuma par laulību 50., 61. un 81. pantu un Civ. proc. lik. 339., 366., 411., 698. un 718. panta 1. p. n. pamata, dara zināmu Augustam Velberam, ka tiesa š. g. 15. janv. aizmuguras nosprieda viņa laulību ar Linu Velbers, dzim. Brandts šķirt. L. № 90/31.

Jelgavā, 1931. g. 20. jūnijā.
Priekšsēd. v. K. Vītols.
7452b Sekr. pal. A. Tomsons.

Liepājas apgabaltiesa saskaņā ar savu š. g. 1. jūnijā lēmumu uzaicina 1916. g. 24. augustā Jūrkalnes pagastā mirušā Krista Andreja d. Čerpiņa mantniekus, kreditorus, legatārus, fideikomisiārus un visas citas personas, kam varētu būt kādas tiesības vai prasības uz atstāto mantojumu, pieteikt tādas tiesai triju mēnešu laikā, skaitot no sludinājuma iespiešanas dienas.

Tiesības un prasības, par kurām nebūs paziņots tiesai minētā laikā, tiks atzītas par zaudētām uz visiem laikiem. L. № 942m./31.

Liepājā, 1931. g. 19. jūnijā.
Priekšsēdētāja b. A. Kiršfelds.
7319z Sekretārs A. Jansons.

Rīgas prefektūras ārējā nodaļa izsludina par nederīgiem šādus dokumentus, izdotus no Rīgas prefektūras: Kārlim Zvirbulim: 1) šofra apliec. № 2452 no 1928. g. 24. apr. 2) autobusa vadīt. apliec. № 494 no 1929. g. 30. sept.; 3) taksameta vadīt. apliec. № 99 no 1928. g. 24. apr., kas pieteikti par nozaudētiem.

Liepājas apgabaltiesa saskaņā ar savu š. g. 1. jūnijā lēmumu uzaicina 1928. g. 29. jūnijā Gudenieku pagastā mirušā Miķeļa Inta d. Špude mantniekus, kreditorus, legatārus, fideikomisiārus un visas citas personas, kam varētu būt kādas tiesības vai prasības uz atstāto mantojumu, pieteikt tādas tiesai 3 mēnešu laikā, skaitot no sludinājuma iespiešanas dienas.

Tiesības un prasības, par kurām nebūs paziņots tiesai minētā laikā, tiks atzītas par zaudētām uz visiem laikiem. L. № 955m./31.

Liepājā, 1931. g. 19. jūnijā.
Priekšsēdētāja b. A. Kiršfelds.
7320z Sekretārs A. Jansons.

Liepājas apgabaltiesa saskaņā ar savu š. g. 27. maija lēmumu uzaicina 1928. g. 21. maijā Durbē mirušā Teodora Jāņa d. Freiberga mantniekus, kreditorus, legatārus, fideikomisiārus un visas citas personas, kam varētu būt kādas tiesības vai prasības uz atstāto mantojumu, pieteikt tādas tiesai 3 mēnešu laikā, skaitot no sludinājuma iespiešanas dienas.

Tiesības un prasības, par kurām nebūs paziņots tiesai minētā laikā, tiks atzītas par zaudētām uz visiem laikiem. L. № 795m./31.

Liepājā, 1931. g. 19. jūnijā.
Priekšsēdētāja b. A. Kiršfelds.
7323z Sekretārs A. Jansons.

Liepājas apgabaltiesa saskaņā ar savu š. g. 27. maija lēmumu uzaicina 1930. g. 9. decembrī mirušā Nikolaja Anša d. Braunfelda mantniekus, kreditorus, legatārus, fideikomisiārus un visas citas personas, kam varētu būt kādas tiesības vai prasības uz atstāto mantojumu, pieteikt tādas tiesai triju mēnešu laikā, skaitot no sludinājuma iespiešanas dienas.

Tiesības un prasības, par kurām nebūs paziņots tiesai minētā laikā, tiks atzītas par zaudētām uz visiem laikiem. L. № 819m./31.

Liepājā, 1931. g. 19. jūnijā.
Priekšsēd. b. A. Kiršfelds.
7321v Sekretārs A. Jansons.

Liepājas apgabaltiesa saskaņā ar savu š. g. 27. maija lēmumu uzaicina 1921. g. 11. decembrī mirušā Andreja Kristapa d. Zīle mantniekus, kreditorus, legatārus, fideikomisiārus un visas citas personas, kam varētu būt kādas tiesības vai prasības uz atstāto mantojumu, pieteikt tādas tiesai triju mēnešu laikā, skaitot no sludinājuma iespiešanas dienas.

Tiesības un prasības, par kurām nebūs paziņots tiesai minētā laikā, tiks atzītas par zaudētām uz visiem laikiem. L. № 841m./31.

Liepājā, 1931. g. 19. jūnijā.
Priekšsēd. b. A. Kiršfelds.
7322v Sekretārs A. Jansons.

Liepājas apgabaltiesa saskaņā ar savu š. g. 12. maija lēmumu uzaicina 1930. g. 10. janv. Bārtas pag. mir. Jēkaba Andreja d. Eistera mantniekus, kreditorus, legatārus, fideikomisiārus un visas citas personas, kam varētu būt kādas tiesības vai prasības uz atstāto mantojumu, pieteikt tādas tiesai triju mēnešu laikā, skaitot no sludinājuma iespiešanas dienas.

Tiesības un prasības, par kurām nebūs paziņots tiesai minētā laikā, tiks atzītas par zaudētām uz visiem laikiem. L. № 898m./31.

Liepājā, 1931. g. 19. jūnijā.
Priekšsēd. b. A. Kiršfelds.
7324b Sekretāra A. Jansons.

Liepājas apgabaltiesa, saskaņā ar savu š. g. 12. maija lēmumu uzaicina 1930. g. 10. janv. Bārtas pag. mir. Jēkaba Andreja d. Eistera mantniekus, kreditorus, legatārus, fideikomisiārus un visas citas personas, kam varētu būt kādas tiesības vai prasības uz atstāto mantojumu, pieteikt tādas tiesai triju mēnešu laikā, skaitot no sludinājuma iespiešanas dienas.

Tiesības un prasības, par kurām nebūs paziņots tiesai minētā laikā, tiks atzītas par zaudētām uz visiem laikiem. L. № 911m./31.

Liepājā, 1931. g. 19. jūnijā.
Priekšsēd. b. A. Kiršfelds.
7326b Sekretārs A. Jansons.

Liepājas apgabaltiesa, saskaņā ar savu š. g. 12. maija lēmumu uzaicina 1930. g. 31. aug. mir. Olgas Heikings mantniekus, kreditorus, legatārus, fideikomisiārus un visas citas personas, kam varētu būt kādas tiesības vai prasības uz atstāto mantojumu, pieteikt tādas tiesai triju mēnešu laikā, skaitot no sludinājuma iespiešanas dienas.

Tiesības un prasības, par kurām nebūs paziņots tiesai minētā laikā, tiks atzītas par zaudētām uz visiem laikiem. L. № 927m./31.

Liepājā, 1931. g. 19. jūnijā.
Priekšsēd. b. A. Kiršfelds.
7327b Sekretārs A. Jansons.

Liepājas apgabaltiesa, saskaņā ar savu š. g. 12. maija lēmumu uzaicina 1930. g. 7. maijā lēmumu uzaicina 1928. g. 19. martā Dunikas pag. mir. Mades Jēkaba m. Tīlģus mantniekus, kreditorus, legatārus, fideikomisiārus un visas citas personas, kam varētu būt kādas tiesības vai prasības uz atstāto mantojumu, pieteikt tādas tiesai triju mēnešu laikā, skaitot no sludinājuma iespiešanas dienas.

Tiesības un prasības, par kurām nebūs paziņots tiesai minētā laikā, tiks atzītas par zaudētām uz visiem laikiem. L. № 97m./31.

Liepājā, 1931. g. 19. jūnijā.
Priekšsēd. b. A. Kiršfelds.
7328b Sekretārs A. Jansons.

Liepājas apgabaltiesa, saskaņā ar savu š. g. 12. maija lēmumu uzaicina 1930. g. 7. maijā lēmumu uzaicina 1928. g. 19. martā Dunikas pag. mir. Mades Jēkaba m. Tīlģus mantniekus, kreditorus, legatārus, fideikomisiārus un visas citas personas, kam varētu būt kādas tiesības vai prasības uz atstāto mantojumu, pieteikt tādas tiesai triju mēnešu laikā, skaitot no sludinājuma iespiešanas dienas.

Tiesības un prasības, par kurām nebūs paziņots tiesai minētā laikā, tiks atzītas par zaudētām uz visiem laikiem. L. № 97m./31.

Liepājā, 1931. g. 19. jūnijā.
Priekšsēd. b. A. Kiršfelds.
7328b Sekretārs A. Jansons.

Liepājas apgabaltiesa, saskaņā ar savu š. g. 12. maija lēmumu uzaicina 1930. g. 7. maijā lēmumu uzaicina 1928. g. 19. martā Dunikas pag. mir. Mades Jēkaba m. Tīlģus mantniekus, kreditorus, legatārus, fideikomisiārus un visas citas personas, kam varētu būt kādas tiesības vai prasības uz atstāto mantojumu, pieteikt tādas tiesai triju mēnešu laikā, skaitot no sludinājuma iespiešanas dienas.

Tiesības un prasības, par kurām nebūs paziņots tiesai minētā laikā, tiks atzītas par zaudētām uz visiem laikiem. L. № 97m./31.

Liepājā, 1931. g. 19. jūnijā.
Priekšsēd. b. A. Kiršfelds.
7328b Sekretārs A. Jansons.

Liepājas apgabaltiesa, saskaņā ar savu š. g. 12. maija lēmumu uzaicina 1930. g. 7. maijā lēmumu uzaicina 1928. g. 19. martā Dunikas pag. mir. Mades Jēkaba m. Tīlģus mantniekus, kreditorus, legatārus, fideikomisiārus un visas citas personas, kam varētu būt kādas tiesības vai prasības uz atstāto mantojumu, pieteikt tādas tiesai triju mēnešu laikā, skaitot no sludinājuma iespiešanas dienas.

Tiesības un prasības, par kurām nebūs paziņots tiesai minētā laikā, tiks atzītas par zaudētām uz visiem laikiem. L. № 97m./31.

Liepājā, 1931. g. 19. jūnijā.
Priekšsēd. b. A. Kiršfelds.
7328b Sekretārs A. Jansons.

Liepājas apgabaltiesa saskaņā ar savu š. g. 12. maija lēmumu uzaicina 1927. g. 7. decembrī Ezeres pagastā mirušā Dāvida Friča d. Michelsona (Miķelsona) mantniekus, kreditorus, legatārus, fideikomisiārus un visas citas personas, kam varētu būt kādas tiesības vai prasības uz atstāto mantojumu, pieteikt tādas tiesai 3 mēnešu laikā, skaitot no sludinājuma iespiešanas dienas.

Tiesības un prasības, par kurām nebūs paziņots tiesai minētā laikā, tiks atzītas par zaudētām uz visiem laikiem. L. № 908m./31.

Liepājā, 1931. g. 19. jūnijā.
Priekšsēdētāja b. A. Kiršfelds.
7328z Sekretārs A. Jansons.

Liepājas apgabaltiesa saskaņā ar savu š. g. 5. jūnijā lēmumu un Civ. proc. lik. 293. un sek. pantiem, uz Kates Virkaitis lūgumu viņas prasības lietā pret Aleksandru Virkaiti dēļ laulības šķiršanas, uzaicina atbildētāju Aleksandru Virkaiti, kurā dzīves vieta prasītājam nav zināma, ierasties tiesā vai uzdot savu dzīves vietu Liepājā divu mēnešu laikā no šā sludinājuma iespiešanas dienas „Valdīb. Vēstnesī”.

Pie lūguma pielikti noraksti no prasības lūguma un klātpieliktiem dokumentiem.

Ja atbildētājs noliktā laikā neieradīsies personīgi vai caur pilnvarnieku un savu juridisku dzīves vietu Liepājā neuzdos, tiks nolikta tiesas sēdē lietas izklausīšanai aizmuguriski. L. № 207/31.

Liepājā, 1931. g. 19. jūnijā.
Priekšsēdētāja v. A. Kiršfelds.
7329z Sekretārs A. Jansons.

Liepājas apgabaltiesa uz Lik. par laul. 77. p. pamata dara zināmu, ka š. g. 7. maijā aizmuguriski nospriests: starp Ernestu Žani Zēhuzenu un Annu Zēhuzenu, dzim. Matutis, 1912. g. 20. maijā caur Liepājas Sv. Annas draudzes mācītāju noslēgto laulību šķirt; atļaut šķirtai slevai iedoties jaunā laulībā, nenogaidot likumā par laulību 8. pantā paredzēto termiņu.

Liepājā, 1931. g. 19. jūnijā.
7330z Akts № 43-L./31. g.
Priekšsēdētāja b. A. Kiršfelds.
Sekretārs A. Jansons.

Liepājas apgabaltiesa uz Lik. par laul. 77. p. pamata dara zināmu, ka š. g. 7. maijā aizmuguriski nospriests: starp Ernestu Žani Zēhuzenu un Annu Zēhuzenu, dzim. Matutis, 1912. g. 20. maijā caur Liepājas Sv. Annas draudzes mācītāju noslēgto laulību šķirt; atļaut šķirtai slevai iedoties jaunā laulībā, nenogaidot likumā par laulību 8. pantā paredzēto termiņu.

Liepājā, 1931. g. 19. jūnijā.
7330z Akts № 43-L./31. g.
Priekšsēdētāja b. A. Kiršfelds.
Sekretārs A. Jansons.

Ar Rīgas pils. 6. iec. mirtiesnesis 1931. g. 21. maija spriedumu Jānis Kaugars, dziv. Blaumana ielā № 23, dz. 20. par slima - agonijā - kauta - lopa gajas ievēšanu pilsētā pardošanu 1931. g. 13. martā pēc Sodū lik. 210. p. sodīts ar piecdesmit latiem naudas soda, vai nemaksāšanas gadījumā ar divām nedēļām aresta.

Spriedums stājies likumīgā spēkā. L. № 612. 9368b

Rīgā, 1931. g. 8. jūlijā.
Mirtiesnesis J. Rorbachs.

Rīgas pils. 14. iec. mirtiesnesis, saskaņā ar Sodū lik. 218. p. izsludina, ka ar viņa 1931. g. 10. marta spriedumu Alma Tauriņš, viņas apsūdzībā pēc Sodū lik. 210. p. par tirgošanos ar gaļas pīrāgiem, pildītiem ar lietošanai nederīgu gaļu, atzīta par vainīgu un sodīta ar Ls 15., vai maksātnespējas gadījumā ar trim (3) dienām aresta, kā arī piedzīt no viņas par labu Rīgas pilsētas veselības nodaļai Ls 8. - izmeklēšanas izdevumus.

Atzīme: Spriedums stājies likumīgā spēkā.

Alma Tauriņš ir Daugavmalas tirgus galda № 182 īpašniece, dziv. Rīgā, Vējzaku ielā № 14, dz. 5. L. № 520/31. 9369b

Rīgā, 1931. g.
Mirtiesnesis (paraksts).

Rīgas apgabaltiesas 6. iecirkņa tiesu izpildītājs paziņo, ka 1931. g. 17. jūlijā, pulksten 10.30 dienā, Rīgā, Dzirnāvu ielā № 66, kantori, Morica Krūgera lietā pardošas „Latvijas Eksports” kustamo mantu, sastāvošu no naudas skapja, novērtētu par Ls 300. -

Izzināt sarakstu, novērtējumu un apskatīt pārdodamo mantu varēs pardošanas dienā uz vietas.

Rīgā, 1931. 19. jūnijā.
9444 Tiesu izp. J. Zirgels.

Rīgas apgabaltiesas 6. iec. tiesu izpildītājs paziņo, ka 1931. g. 17. jūlijā, pulksten 10.3

Mežu departaments

paziņo, ka š. g. 17. jūlijā medību tiesību izsolē (sk. „Vald. Vēstn.” № 141) Gaujienas virsmēģniecības izsoles vienību № 2 Jānim Ozolapam, dzīv. Rīgā, Elizabetes ielā № 10 a, dz. 3, tiesība paturēt par izsolē piedāvāto augstāko summu. 9474z

Nodokļu departamenta dažādu maksājumu piedzinējs paziņo, ka 1931. g. 16. jūlijā, plkst. 12 dienā, Rīgā, Kaļķu ielā № 23, pārdos vairāksolīšanā Izraēla Kāna kustamo mantu, novērtētu par Ls 382,— un sastāvošu no veikala iekārtas un kurpēm viņa 1930. g. 9/10, peļņas un ienākuma nodokļa parāda segšanai. 9471z Rīgā, 1931. g. 10. jūlijā. Piedzinējs J. Merksons.

Nodokļu departamenta dažādu maksājumu piedzinējs paziņo, ka 1931. g. 17. jūlijā, plkst. 12 dienā, Rīgā, Jaunavu ielā № 7, dz. 3, pārdos vairāksolīšanā A.S. „Limex” kustamo mantu, novērtētu par Ls 1.382,17 un sastāvošu no kantora iekārtas un svariem, viņa 1926./1930. g. nodokļa parāda segšanai. 9473z Rīgā, 1931. g. 10. jūlijā. Piedzinējs J. Merksons.

Nodokļu departamenta dažādu maksājumu piedzinējs paziņo, ka 1931. g. 17. jūlijā, plkst. 12 dienā, Rīgā, Šķūņu ielā № 26, pārdos vairāksolīšanā Jēkaba Dorna kustamo mantu, novērtētu par Ls 350,— un sastāvošu no dažādām mantām viņa 1929./30. g. nodokļa parāda segšanai. 9472z Rīgā, 1931. g. 10. jūlijā. Piedzinējs J. Merksons.

Dzelzceļu aizsargu bataljons izsludina par nederīgu nozaudēto dienesta apliecību № 31, izd. 1928. g. 31. dec. Rīgas rotas aizsargam Vilim Štromam.

Rīgas prefektūras ārējai nod. Jānis Eduārdš Vanders, dzivoj. Rīgā, Torģeles ielā № 1/3, pieļēcis par zudušu savu Brovning sistēmas revolveru № 886682. Ierocis atrašanās gadījumā nododams pref. 30. ist. 9455b

Rīgas radiofons izsludina par nederīgu un atsauc lietošanas atļauju № 47105 kā nozaudētu, izdotu 1930. g. 15. novembrī ar Lubov Mošara vārdu. L 1792

Rīgas radiofons izsludina par nederīgu un atsauc lietošanas atļauju № 14821 kā nozaudētu, izd. 1929. g. 20. decembrī ar Jāņa Bļodnieka vārdu. L 1791

Višķu pagasta valde izsludina par nederīgiem šādus nozaudētus dokumentus: 1) Latv. iekšz. pasi ser. JN № 58334/1534, izd. no šīs pag. valdes 1928. g. 28. apr. ar Grigorija Mikulova vārdu; 2) Latv. iekšz. pasi ser. JZ № 009368, izd. no šīs pag. valdes 1928. g. 2. aug. ar Kuzmas Mikulova vārdu ar kārt. № 3934; 3) Latv. iekšz. pasi ser. JZ № 000849/4549, izd. no Naujenes pag. valdes 1928. g. 14. jūn. ar Grigorija Poznakova vārdu; 4) kaŗa kļaus. apliecība № 5070, izd. no Daugavpils kaŗa apr. pr-ka 1925. g. 28. febr. ar Grigorija Alekseja d. Poznakova vārdu; 5) Latv. iekšz. pasi ser. JV № 010339/5449, izd. no šīs pag. valdes 1930. g. 6. febr. ar Stani-slava Giptera vārdu un 6) Latv. iekšz. pasi ser. JN № 006068/466, izd. no šīs pag. valdes 1928. g. 17. janv. ar Agafona Feodorova vārdu. 7387o

Višķu pagasta valde izsludina par nederīgu nozaudēto kaŗa kļaus. apliecību № 12929, izd. 1924. g. 11. jūl. no Daugavpils kaŗa apr. priekšn. ar Jāzepa Donata d. Sokolovska vārdu.

Višķu pagasta valde izsludina par nederīgiem šādus nozaudētus dokumentus: 1) Latvijas iekšz. pasi ser. ZK № 000921, izd. no šīs pag. valdes 1927. g. 19. sept. ar Martas Boles, dzim. Kārklīš, vārdu. 6921o

Balvu pag. valde izsludina par nederīgiem šādus nozaudētus dokumentus: 1) Latvijas iekšz. pasi ser. KT № 007607, izd. no Balvu pag. valdes 1928. g. 10. martā ar Anisimovs, Aleksandras dzim. Semenovs vārdu, un 2) Latvija iekšz. pasi ser. KT № 014474, izd. no Balvu pag. valdes 1928. g. 27. martā ar Stepana Markovs vārdu. 6922b

Ludzas apr. polic. 4. iec. priekšnieks izsludina par nederīgu nozaudēto zirga pasi, izd. no Istras pag. Mastovas c. ar Beimis Haima-Leiba Lachovska vārdu, viņam piederošam zirgam ar šādam pazīmēm: ērzelis, tumši bērās spalvas, 5 gadi vecs, 143 cm augsts, krēpes uz kreiso pusi. 9448b

Dzelzceļu virsvald. materiālu apgāde

izsludina rakstveida izsoles

1931. g. 23. jūlijā uz kultūtiem kaŗepajiem — 5000 kg. 1931. g. 23. jūlijā uz kokvilnas drānu, darba apģērbiem, zilu, pl. 71 cm — 3500 tek. mtr. 1931. g. 23. jūlijā uz koka darvu, 1 lab. — 6000 kg. 1931. g. 23. jūlijā uz 1) līmu pakulu audekli, pl. 71 cm, grīdu mazgāšanai — 500 tek. mtr. 2) buru audekli, pelēku, biezu (brezenta) pl. 71 cm — 400 tk. m. 3) kokvilnas drānu Nessellein, pl. 71 cm — 1000 tek. mtr. Izsolu sākums plkst. 11 no rīta, ist. 121. Dalībniekiem jāie-maksā 50% drošības naudas no piedāvājumu vērtības. Tuvākas ziņas dzelzceļu virsvaldē, Gogola ielā № 3, ist. 103. L 1810 9467

13. rajona inženieris savā kancelejā, Balvos, Bērņpils ielā № 8, š. g. 21. jūlijā, plkst. 11, izdos jauktā izsolē Nosovas miesta bruģa jaunbūvi no km 0,000—0,350 ar 1 dzelzbetona caurtekas № 1, Ø 0,45 m jaunbūvi km 0,0038. Drošības nauda Ls 500,— Tuvākas ziņas rajona kancelejā, darba laikā. 9465z L 1793

I. M. Skolu departaments

1931. g. 20. jūlijā, plkst. 10 būvtechniskās nodaļas telpās, Rīgā, Valde-māra ielā № 36-a, 3. stāvā, izdos

jauktā izsolē Rīgas valsts teknikuma ēkas jaunbūves darbus.

Lūgumi — pieļaut mutiskā izsolē un rakstiski piedāvājumi, nomaksāti ar attiecīgu zīmognodokli, līdz ar drošības naudu Ls 10.000 apmērā, iesniedzami izsoles komisijai š. g. 20. jūlijā līdz plkst. 10. Ar darbu aprakstiem un izsoles nosacījumiem var iepazīties skolu departamenta būvtechniskā nodaļā, Rīgā, Valdemāra ielā № 36-a, darba laikā. 9466z L 1796

Daudzses pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto Latvijas iekšz. pasi ser. KV № 014237, izd. no Daudzses pag. valdes 1928. g. 27. janv. ar Jānis Čižuns v. ar tek. № 437, un zirga pasi, izd. no Kurmenes pag. valdes ar Jāzepa Lauram vārdu ar tek. № 437, pirkšanas gadījumā pārrakstītu uz Jānis Čižuns v.

Ružinas pag. valde izsludina par nederīgiem, no ugunsgrēka iznīcinātus, šādus dokumentus: 1) iekšz. pasi № NL 020546, izd. no šīs pag. valdes 1928. g. 3. martā un 2) kaŗa kļaus. apliec. № 24351, izd. 1924. g. 31. dec. no Rēzeknes kaŗa apr. pr-ka. Augšminētie dokumenti izdoti ar Tichomirovs Likandrs vārdu.

Baižkalna pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto Latvijas iekšz. pasi ser. CN № 006749, izd. no šīs pag. valdes 1927. g. 8. dec. № 346 ar Matildes Jurevics vārdu. 7100b

Daugavpils prefektūra izsludina par nederīgu nozaudēto iekšz. pasi BL 014907, izd. 1928. g. 5. maijā no Daugavpils pref. ar Anes Dausģe, dzim. Barovskis vārdu. 7192b

Bārbeles pagasta valde izsludina par nederīgiem nozaudēto Latvijas iekšzemes pasi № 237656, izdotu no Rīgas prefektūras ar Annas Kļaviņš, dzim. Haupt vārdu.

Ozolnieku pag. valde, Jelgavas apr., izsludina par nederīgu nozaudēto Latvijas pasi № 160, izd. L.J. № 011960, izd. no Nau-dītes pag. valdes 1927. g. 13. sept. ar Pēteris Kaulakans v. 6923b

Ventspils aprinķa policijas 2. iec. priekšnieks izsludina par nederīgu nozaudēto Latvijas iekšz. pasi № CZ 21925, izd. no Dundagas pagasta valdes 1928. g. 7. janvārī ar Emilijas Kuģenieks vārdu. 7270z

Dažādi sludinājumi.

Baltijas celulozes fabrikas akc. sab. pagaidu administrātors uzaicina visus sabiedrības kreditorus, kuru prasības konkursa gadījumā nebūtu apmierināmas ārpus konkursa, uz kreditoru sapulci, kas notiks š. g. 17. jūlijā, plkst. 11 rītā, Baltijas celulozes fabrikas akc. sab. kantori, Rīgā, L. Smiļņu ielā № 27.

- Dienas kārtība: 1) pagaidu administrātoru ziņojums; 2) viena vai vairāk administrātoru un padomes locekļu vēlēšanas; 3) atalgojuma noteikšana pagaidu administrātoram, administrātoram un padomei; 4) administrātoru un parādnieka tiesību apjoma uzņēmuma pārvaldīšanā noteikšana ar sevišķu pilnvarojuma akti. 5) lūgumi.

Pagaidu administrātors Edvin Magnus, zvērināts advokāts.

Slates-Susejas lopkopības pārvaldības biedrība nozaudējusi savu oriģināl statūtu, kādēļ tas skaitāms par nederīgu. 9452b

Russisk Norsk Skogindustri A/S Rigas nodaļas

Bilance 1931. g. 1. janvārī.

Table with columns: Aktīvs, Pasīvs, Debešs, Kredits. Rows include Nauda kasē, Kokzāģētavās ietaise, Inventārs, Debitori, Peļņas un zaudējumu konts, Dieninieku atgas, Mēnešnieku algas, Slimo kases un strādnieku apdrošināšan. nodaļas, Rūpniecības izdevumi, Tirdzniecības izdevumi, Remonts, Nodokļi, Komisija, Apdrošin. pret uguns, Procenti, Zaudējums 1929. gadā.

2. Ventspils aizsargu pulka naudas loterijas izlozes 1931. g. 5. jūlijā

Table with columns: Ložu Nr, Ls, Ložu Nr, Ls, Ložu Nr, Ls, Ložu Nr, Ls, Ložu Nr, Ls, Ložu Nr, Ls, Ložu Nr, Ls. Rows list lottery numbers and their corresponding amounts.

Vinnestu izmaksa sāksies 1931. g. 12. jūlijā. Vinnesti jāizņem viena mēneša laikā no vinnestu izsludināšanas dienas „Valdības Vēstnesī”. Neizņemtie vinnesti pāries 2. Ventspils aizsargu pulka rīcībā. 92949

Tirdzniecības akc. sab. „GEORG THALHEIM”, Rīgā, L. Pils ielā 16, Bilance 1931. g. 31. martā.

Table with columns: Aktīvs, Pasīvs. Rows include Oglu laukumi, Inventārs, Nākošā gada izdev. Kase, Tekoši rēķini kredītiestādēs, Saņēmtās vekseli Inkasso vekseli, Debitori, Inkasso debitori, Preces, Pārejošas summas, Kreditoru nokārtošanas kots, Akceptu nokārtošanas kots.

Peļņas un zaudējumu kots.

Table with columns: Zaudējums, Peļņa. Rows include Algas un atalgojumi, Tekoši izdevumi, Nodokļi, Procenti, Dažādi izdevumi un zaudējumi, Kapitāla nodoklis, Amortizācija, Šaubīgi parādi, Tīra peļņa pārnesta uz rezerves kapitālu.

Latvijas saimnieciskās dzīves veicināšanas akc. sabiedrības „AGRONOMS” Bilance 1930. g. 31. decembrī.

Table with columns: Aktīvs, Pasīvs. Rows include Kases kots, Tekošo rēķinu kots, Dalības naudas kots, Preču kots, Inventāra kots, Debitoru kots, Nekustama īpašuma kots, Jelgavas nodaļas kots, Jelgavas nodaļas iekārt. kots, Vekselu kots, Smiltēnes dzirnavu iekārt. kots, Smiltēnes dzirnavu inventārs, 1931. g. veikala izdevumu kots, Šaubīgo debitoru kots, Pārejošo summu kots.

1930. g. zaudējumu un peļņas rēķins.

Table with columns: Debešs, Kredits. Rows include Veikala izdev. kots, Algu kots, Smiltēnes dzirnavu ekspl. kots, Banku komis. kots, Šaubīgo debitoru kots, Nodokļu kots, 1929. gada zaudējumu kots, Skaidra peļņa.

Bezpartejisko Latvijas atbrīvotāju biedr. 1931. g. 5. jūlija naudas loterijas

vinnestu saraksts.

Vinnesti krituši uz šādiem №№: Ls 500 № 1217, Ls 200 № 2737, Ls 100 № 2687, Ls 50 № 2799, Ls 20 № 283 un Ls 10 uz №№ 579, 2563 un 2962. Ls 2 uz № № 17, 20, 26, 41, 58, 65, 66, 73, 76, 105, 14, 41, 55, 58, 61, 63, 81, 235, 40, 47, 49, 52, 57, 58, 62, 68, 71, 75, 80, 86, 94, 319, 39, 47, 66, 73, 82, 93, 409, 17, 40, 53, 59, 83, 89, 507, 13, 35, 56, 65, 72, 81, 90, 97, 604, 22, 25, 37, 54, 59, 64, 71, 73, 97, 702, 18, 42, 51, 60, 66, 78, 822, 53, 72, 95, 98, 918, 22, 38, 49, 59, 71, 74, 86, 1005, 19, 53, 61, 68, 73, 87, 88, 98, 1110, 31, 46, 51, 56, 58, 71, 82, 95, 97, 99, 1206, 14, 19, 21, 23, 26, 28, 31, 34, 35, 39, 44, 45, 56, 59, 82, 1306, 32, 56, 61, 67, 89, 1407, 16, 29, 35, 36, 49, 53, 54, 66, 67, 71, 86, 89, 92, 96, 97, 1505, 12, 14, 15, 22, 73, 74, 1665, 82, 85, 87, 88, 1703, 32, 40, 58, 62, 70, 79, 88, 97, 1814, 52, 58, 62, 64, 66, 72, 90, 93, 1910, 12, 36, 62, 69, 76, 2020, 23, 24, 50, 54, 76, 2101, 60, 64, 79, 88, 89, 90, 92, 2208, 17, 21, 52, 62, 70, 71, 72, 76, 77, 82, 91, 92, 96, 99, 2306, 14, 28, 29, 31, 37, 55, 59, 60, 67, 76, 78, 84, 88, 91, 2400, 9, 45, 53, 57, 66, 69, 72, 73, 99, 2501, 26, 27, 42, 60, 61, 65, 66, 74, 78, 85, 96, 98, 2600, 2, 22, 25, 31, 54, 56, 6, 69, 73, 74, 80, 91, 92, 97, 270, 14, 15, 66, 74, 79, 80, 86, 88, 2802, 9, 13, 17, 22, 26, 43, 52, 56, 59, 64, 65, 67, 69, 75, 79, 82, 84, 96, 2908, 36, 55, 63, 70, 80, 85, 87, 89, 90, 91, 98. 9409 Valde.

Nozaudēta gatavības apliecība № 221, izd. 1927. g. 12. jūnijā no židu mākslas un zīmību veicināšanas biedrības Lafvijā ģimnāzijas ar Mašja Leitmanes vārdu. Apliec. uzskatāma par nederīgu.

Likumu un Ministru kabineta noteikumu krājums.

1931. g. 16. burtnica iznākusi un dabūjama Valsts tipogrāfijā, pili. 1. istabā, kur arī vienīgi jāgriežas ar pieprasījumiem.

Burtnica maksā: bez piesūtīšanas... Ls 0,20 ar piesūtīšanu... 0,25

Saturs:

- 128) Likums par peļņas uzņēmumu administrāciju.
129) Papildinājums noteikumiem par civildienestu.
130) Valsts budžets 1931. g. saimniecības gadam.
131) Pārģrozījumi patentu nodokļa sarakstā.
132) Instrukcija pie likuma par valsts garantijām eksportkreditēšanai.
133) Papildinājumi un pārģrozījumi instrukcijā pie likuma par valsts garantijām eksporta kreditēšanai.